



**Mémoire Présenté**  
**par : Athanasse**  
**SAGNE**

**Universitaires Régionaux et**  
**des Universités**  
**Ecole Nationale d'Economie**  
**Appliquée**

**Les effets de la participation des populations dans la**  
**gestion des**  
**ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès :**  
**Cas des villages de Keur Mbar, Keur Amary Coumba,**  
**Soune**  
**Sérère et Silane**

---

**Année 2008**

République du Sénégal

*Un Peuple - Un But - Une Foi*

.....  
Ministère de l'Enseignement Secondaire, des Centres  
Universitaires Régionaux et des Universités

.....  
Ecole Nationale d'Economie Appliquée

ENEA



Département Education Animation du Développement

EDA

34<sup>ème</sup> PROMOTION



***Les effets de la participation des populations dans la gestion des  
ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès :***

***Cas des villages de Keur Mbar, Keur Amary Coumba, Soune  
Sérère et Silane***

Mémoire de fin d'études

*Présenté par :*

**Athanasse SAGNE**

*Pour l'obtention du Diplôme :*

D'Inspecteur en Animation du Développement

*Directeur de mémoire :*

M. Sémou SOW

*Directeur de Stage :*

M. André L. SENGHOR

*Année 2008*

17.05.05

SAG

26 AOÛT 2009



17.05.05  
SAG  
14510

## REMERCIEMENTS

### Merci Seigneur !

Merci pour tous les bienfaits que VOUS m'avez accordés durant ces quatre années passées à l'E.N.E.A., et pour ce travail que VOUS m'avez permis d'accomplir. Au terme de ce travail, qu'il me soit permis de remercier tous ceux, qui de près ou de loin, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à sa réalisation. Je ne saurais citer tous les noms mais je voudrais particulièrement exprimer ma profonde gratitude à :

- ☞ M. André L. SENGHOR, mon Directeur de stage, Directeur de la CARITAS Thiès pour sa disponibilité et son encadrement ;
- ☞ Mme SENGHOR, coordonnatrice de la Division Animation Formation de la CARITAS Thiès, pour sa générosité et sa disponibilité ;
- ☞ Rosalie SENE, chargée du volet Santé de Base au niveau de la CARITAS Thiès ;
- ☞ Tout le personnel de la CARITAS Thiès ;
- ☞ A toute l'équipe du CODESRIA
- ☞ M. Sémou SOW, mon Directeur de mémoire, qui a bien voulu diriger ce travail, pour sa disponibilité et son soutien ;
- ☞ Tout le corps professoral de l'E.N.E.A. ;
- ☞ L'ensemble du personnel administratif et technique de l'E.N.E.A. ;
- ☞ Ma tante Elisabeth SARR, et son mari Raymond DIOUF, pour leur soutien pendant et après la préparation du concours d'entrée à l'E.N.E.A. ;
- ☞ M. Raphaël SARR professeur à l'U.C.A.D., et son épouse, pour leur générosité et leur amour du prochain, que DIEU vous paie au centuple et bénisse vos enfants ;
- ☞ Toute la communauté catholique de l'E.N.E.A., pour l'accompagnement à travers la prière ;
- ☞ Mon ami et frère Ousseynou MANE, que DIEU te bénisse ;
- ☞ Tout le collectif des étudiants ressortissants de BOYARD.
- ☞ Toute la communauté estudiantine de l'ENEA.

### Que l'Eternel soit votre Berger !

# DEDICACES

Ce travail, je le dédie à tous les gens qui me sont très chères.

Mention spéciale à :

- ☞ Mes parents Laurent SAGNE et Clarisse NDIAYE pour toute l'éducation morale, civique et religieuse qu'ils m'ont donnée, les sacrifices et privations qu'ils ont consentis à mon égard, que DIEU LE TOUT PUISSANT vous donne longue vie, santé de fer, et me permette de vous donner tout le bonheur et le confort auxquels vous avez droit, Amen !
- ☞ Ma tante Bernadette NDIAYE, qui s'est battue corps et âme pour mes études, et à son mari M. Emmanuel DIAGNE. Votre générosité est très grande. Que DIEU vous paie au centuple et bénisse vos enfants ;
- ☞ Moundor MADIOUNE, Directeur de la SDE de Thiès ;
- ☞ Ma tante Sokhna NDIAYE et son mari M. FALL, qui m'ont accompagné durant toute la formation ;
- ☞ Ma grande sœur Béatrice Diouf, et son mari Michel DIAGNE, pour toute leur générosité et leur soutien durant toute la formation. « Vous êtes des cadeaux du ciel ». Que le Tout Puissant vous accorde longue et heureuse vie ! Qu'il bénisse vos enfants !
- ☞ Toute la famille DIAGNE : cousins, cousines, oncles....Que le Seigneur vous accompagne et renforce votre union !
- ☞ Mon très cher ami Jean Marie M. SARR, qui n'a jamais cessé de me donner des conseils.
- ☞ Ma sœur Fama DIAGNE ;
- ☞ Mes frères Joseph SAGNE, Marcel SAGNE, et mon oncle Patrice NDIAYE qui ont toujours porté le fardeau de mes études, je voudrai vous témoigner ma profonde reconnaissance.

A TOUS CEUX QUI ME SONT CHERS

# SOMMAIRE

Remerciements.....	II
Dédicaces.....	III
Sommaire.....	III
Liste des sigles.....	VI
Liste des tableaux, graphiques, diagrammes et autres figures.....	VI
RESUME.....	VIII
INTRODUCTION.....	2

## Première partie : CADRE DE REFERENCE

<b>Chapitre 1</b> : PROBLEMATIQUE.....	4
<b>Chapitre 2</b> : CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.....	9
<b>Chapitre 3</b> : REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE.....	11
<b>Chapitre 4</b> : CADRE CONCEPTUEL.....	18
<b>Chapitre 5</b> : CADRE OPERATOIRE.....	29
I. Objectifs de recherche.....	29
II. Hypothèse de recherche.....	29
III. Indicateurs.....	30

## Deuxième partie : METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

<b>Chapitre 6</b> : UNIVERS DE LA RECHERCHE.....	32
I. Cadre de l'étude.....	32
II. Population à l'étude.....	37
<b>Chapitre 7</b> : METHODOLOGIE.....	38
I. La recherche documentaire.....	39
II. L'échantillonnage.....	39
III. La collecte et l'analyse des données.....	41
IV. Difficultés et limites de l'étude.....	42

## Troisième partie : ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES DONNÉES

### **Chapitre 8 : LES DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA GESTION DES OUVRAGES**

HYDRAULIQUES.....44

### **Chapitre 9: ANALYSE DE LA PARTICIPATION DE LA POPULATION DANS LA GESTION.....47**

I. Caractéristiques de la population enquêtée.....47

II. L'accès aux ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès.....50

III. Les différentes activités liées à l'eau.....54

IV. Les effets de l'animation sur la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques.....55

V. Composition des comités de gestion.....61

VI. Les effets de la formation des membres des bureaux des comités de gestion et des conducteurs.....63

VII. Contraintes et atouts des comités de gestion.....65

RECOMMANDATIONS.....69

CONCLUSION.....74

BIBLIOGRAPHIE.....76

ANNEXES.....79

## **LISTE DES SIGLES**

**AEP** : Adduction d'Eau Potable

**AEPA** : Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement

**ASC** : Association Sportive et Culturelle

**ASUFOR** : Association des Usagers du Forage

**ATEGU** : Aménagement du Territoire, Environnement et Gestion Urbaine

**AVD** : Association Villageoise de Développement

**C G** : Comité de Gestion

**CODESRIA** : Conseil pour le Développement des Sciences Sociales en Afrique

**CREPA** : Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût

**DAF** : Division Animation et Formation

**DEM** : Direction de l'Exploitation et de la Maintenance

**EDA** : Education Animation du Développement

**ENEA** : Ecole Nationale d'Economie Appliquée

**ENCR** : Ecole Nationale des Cadre Ruraux

**ENTSS** : Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés

**FNUDP** : Fond des Nations Unies pour la Population

**GIE** : Groupement d'Intérêt Economique

**GPF** : Groupement de Promotion Féminine

**IPRES** : Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal

**ISRA** : Institut Sénégalaise de la Recherche Agronomique

**LVIA** : Association de Coopération et de Solidarité Internationale

**OMS** : Organisation Mondiale de la Santé

**CEB** : Communauté Ecclésiale de Base

**UNESCO** : Organisation des Nations Unies Pour la Science l'Education et la Culture

**PAGIRE** : Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau

**SDE** : Sénégalaise des Eaux

**SNAS** : Service National d'Action Social

**PEPAM** : Programme d'Eau Potable et Assainissement du Millénaire

**PNIR** : Programme National d'Infrastructures Rurales

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

## **LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES, DIAGRAMMES ET AUTRES FIGURES**

<b>Tableau N° 6.1</b> : Répartition des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas par village.....	38
<b>Tableau N° 7.2</b> : Taille des échantillons par village.....	40
<b>Tableau N° 8.3</b> : Rôles des acteurs de la gestion des ouvrages hydrauliques.....	44
<b>Tableau N° 9.4</b> : Ethnie de la personne enquêtée.....	49
<b>Tableau N°9.5</b> : Distance parcourue pour avoir de l'eau.....	51
<b>Tableau N°9.6</b> : Temps mis pour avoir de l'eau.....	52
<b>Tableau N°9.7</b> : Le paiement de l'eau.....	59
<b>Tableau N° 9.8</b> : Appréciation sur la gestion des ouvrages hydrauliques.....	63
<b>Tableau N° 9.9</b> : Nombre de personnes qui ont vécu à une panne du matériel d'exhaure.....	64
<b>Tableau N° 9.10</b> : Contraintes et atouts liés à la gestion des ouvrages.....	65
<b>Graphique N°9.1</b> : Répartition par âge de la population enquêtée.....	48
<b>Graphique N° 9.2</b> : Fréquentation des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès.....	50
<b>Graphique N° 9.3</b> : Perte de temps lors de la recherche de l'eau.....	53
<b>Graphique N° 9.4</b> : Participation des populations aux séances d'animation.....	55
<b>Graphique N° 9.5</b> : Les catégories représentées lors des séances d'animation.....	57
<b>Graphique N° 9.6</b> : Catégories qui ont assisté à l'AG.....	58
<b>Graphique N° 9.7</b> : Appréciation sur la tarification de l'eau.....	60
<b>Diagramme N°9.1</b> : Répartition par sexe de la population enquêtée.....	47
<b>Diagramme N°9.2</b> : Les différentes utilisations faites de l'eau.....	54
<b>Diagramme N°9.3</b> : Les thèmes développés pendant les séances d'animation.....	56
<b>Carte N° 6.1</b> : Le Diocèse de Thiès.....	34-35
<b>Carte N° 6.2</b> : Les équipements hydrauliques réalisés par la Caritas Thiès.....	38-39

## RESUME DU MEMOIRE

Pour parvenir à un accès des populations à une eau en quantité et en qualité, beaucoup d'efforts ont été fournis par l'Etat du Sénégal de concert avec les ONG et autres acteurs, ce qui a permis la réalisation d'un nombre important d'ouvrages hydrauliques. Cependant la gestion de ces derniers soulève un autre problème, surtout quand il s'agit de les confier aux populations bénéficiaires.

La responsabilisation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques implique que ces dernières soient suffisamment outillées pour assurer leur viabilité et leur pérennisation. De ce fait, cette gestion communautaire du service de l'eau suppose la participation de tous. Celle-ci se mesure à travers la représentation des différentes couches qui composent la population au sein des comités de gestion particulièrement les femmes, la maîtrise des rôles par les différents membres qui composent ces structures. Une bonne gestion ne s'opérera également que si les aspects liés à l'hygiène, l'assainissement mais aussi la sensibilisation pour le paiement de l'eau sont pris en compte.

Au Sénégal cette situation s'est manifestée au début des indépendances par une forte intervention de l'Etat dans le secteur hydraulique. Jusqu'aux années 1980, l'Etat a réalisé des ouvrages hydrauliques et a assuré leur entretien. La participation des populations bénéficiaires ne se limitait qu'à la prise en charge du salaire du conducteur. Cependant avec les ajustements structurels de 1981, l'Etat va se retirer tout en confiant la gestion aux populations. Ce désengagement de l'Etat sans processus d'implication va avoir des conséquences sur les structures chargées d'assurer la gestion de ces équipements.

Ce retrait de l'Etat a certes entraîné des problèmes, mais aussi il a amené les populations à être responsables, tout en favorisant l'apparition d'autres acteurs (ONG) dans ce secteur.

La gestion communautaire des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès est très importante et nécessite beaucoup d'investigations. C'est ce qui a motivé cette étude. L'intérêt de cette dernière s'explique par:

- ❖ L'organisation de cette population autour de l'enjeu hydraulique.
- ❖ L'engagement de cette dernière en particulier les femmes, malgré leur analphabétisme.

Notre étude s'est effectuée dans quatre (4) villages dont deux (2) dans la Région de Thiès et deux (2) autres à Diourbel. Dans ces villages, nous avons effectué une enquête ménage, mais aussi des entrevues auprès des membres des bureaux des comités de gestion des ouvrages hydrauliques. Entre autres cibles, il y a les présidents des différentes communautés rurales et le coordonnateur du programme hydraulique de la Caritas Thiès.

Les résultats que nous avons obtenus lors de nos différentes enquêtes et entrevues nous ont permis de confirmer notre hypothèse de recherche : l'approche utilisée par la Caritas Thiès, a favorisé une participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques. Cette dernière se mesure à travers le nombre de personnes qui ont participé aux séances d'animation et aux assemblées générales, le niveau de paiement de l'eau.

Cependant, des difficultés liées à la gestion de ces ouvrages sont survenues. Ces dernières sont essentiellement liées à l'analphabétisme au sein des comités de gestion. Cette dernière a entraîné une confusion des rôles.

Au terme de notre étude, nous avons proposé un certain nombre de recommandations. Elles s'articulent autour de l'animation autour des points d'eau, la formation des membres des bureaux des comités de gestion des forages et des conducteurs, la rentabilisation du service de l'eau et des activités génératrices de revenus etc.

**P**remière partie

**CADRE DE REFERENCE**

## INTRODUCTION

L'eau fait parti des ressources naturelles les plus menacées dans le monde. Les sécheresses récurrentes, la croissance démographique galopante, et la pollution ont eu des incidences notoires sur cette ressource dont la quantité est limitée. Ces différents aspects font qu'elle est restée parmi les plus grandes préoccupations des hommes. D'innombrables questions liées à la problématique que pose cette denrée sont aujourd'hui en vogue. Ces questions tournent autour de sa disponibilité en quantité et en qualité, son accès etc. Mais la question qui nous paraît la plus fondamentale, et qui mérite beaucoup plus d'investigation c'est celle liée à sa gestion. Elle nous paraît plus importante car l'humanité dispose de cette ressource en quantité suffisante, mais la gestion de cette dernière pose problème. Si aujourd'hui, la plupart des maladies sont d'origine hydrique, c'est parce qu'il y a un manque de concertation entre les différents secteurs utilisant cette ressource.

C'est dans ce cadre que le rapport sur le développement dans le monde de la Banque Mondiale de 1992 qui traite du développement et de l'environnement a souligné que *« le problème de développement le plus critique est celui de l'eau et que la participation collective aux décisions est l'une des clés d'un écodéveloppement durable<sup>1</sup> »*. Les difficultés liées à la gestion sont parfois aggravées par le fait que les populations surtout rurales ne sont pas bien imprégnées de l'enjeu qu'elle constitue du fait de sa rareté et de sa vitalité.

Au Sénégal, cette situation s'est manifestée par une centralisation de la gestion des ouvrages par l'Etat dans les années 1970. Cette période coïncide avec « l'Etat-Providence ». En effet les populations n'étaient pas tellement impliquées dans la gestion des ouvrages hydrauliques. C'est l'Etat qui prenait en charge les infrastructures hydrauliques. La participation de la population bénéficiaire ne se limitait qu'à la prise en charge du salaire du conducteur. Cette situation rendait l'accès à l'eau gratuit, et encourageait les populations à la gaspiller sans tenir compte des conséquences futures. En plus elle a développé leur conviction sur le fait que c'est un don de la nature.

---

<sup>1</sup> SEK. Mandir : Gestion communautaire des forages ruraux. Mémoire de fin d'étude, ENEA 2002

Toutefois la conjoncture économique de plus en plus difficile et le contexte international favorable à la décentralisation et à la gestion communautaire ont poussé le gouvernement à changer son approche dans la gestion des infrastructures. Désormais toute la gestion des ouvrages est confiée aux populations.

A travers les comités de gestion, on passe d'une gestion administrée à une gestion communautaire. Notons que c'est dans ce contexte que la plupart des ONG se sont beaucoup plus investies dans le secteur hydraulique. Si ce transfert de charges a eu des conséquences positives dans certaines parties du pays, dans d'autres par contre il a eu des résultats négatifs.

En effet les populations n'étaient pas du tout bien préparées pour prendre en charge le service de l'eau. Ce phénomène s'est négativement répercuté sur les structures chargées d'assurer la gestion de ces ouvrages. Pour la plupart du temps, on note un abandon de ces ouvrages au profit des sources traditionnelles d'approvisionnement en eau (marigot, mares, puits traditionnels...).

Caritas s'est investie dans ce domaine afin de permettre aux populations d'accéder à l'eau potable, à travers la réalisation d'ouvrages hydrauliques. Dans le Diocèse de Thiès elle a réalisé un important patrimoine hydraulique. Ces réalisations sont faites grâce à son programme hydraulique financé par ses partenaires. Cependant, la gestion de ces ouvrages par les populations est confrontée à de nombreuses difficultés.

C'est dans ce cadre que cette étude (mémoire de fin étude) a été menée. Il s'agit de voir les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas dans quatre (4) villages dont deux (2) sont dans la Région de Thiès et deux (2) autres dans la région de Diourbel.

Notre étude a porté sur trois axes essentiels :

✦ Dans la première partie, nous avons présenté la problématique, le contexte et la justification de l'étude, la revue critique de la littérature et le cadre théorique.

✦ La deuxième partie comporte la présentation du milieu d'étude et de la méthodologie que nous avons utilisée.

✦ Et enfin la troisième partie, concerne l'analyse des résultats de l'étude et les recommandations que nous avons formulées afin d'améliorer la gestion des ouvrages.

## **Chapitre 1 : PROBLEMATIQUE**

Eau de boisson, eau à usage domestique, eau à usage agricole ou industriel : l'eau est la matière première indispensable à tout être vivant. Il est évident que sans elle, la vie de même que le développement deviendront utopiques. Et pourtant, cette ressource existe en quantité énorme mais c'est la qualité qui fait défaut. Ainsi, parmi les ressources en eau se trouvant sur la terre, les 70% sont salées donc impropres à la consommation, et non propices à l'agriculture. Pour les 30% restantes (les eaux douces et celles souterraines), elles sont menacées par une forte demande due à la croissance de la population mondiale (6,5 milliards d'êtres humains<sup>2</sup>), à l'augmentation des activités agricoles, à l'accroissement de l'industrie et à l'urbanisation. En effet, dans son rapport annuel de 2001, le Fond des Nations Unies pour la Population (FNUDP) a montré que la population mondiale a triplé en 70 ans tandis que l'utilisation de l'eau a sextuplé. Ce rapport tire la conclusion selon laquelle, l'univers fera face à une grave pénurie d'eau potable dans les 30 ans à venir.

Ces menaces ont une incidence sur l'approvisionnement des populations en eau potable, tant en quantité qu'en qualité. Aujourd'hui 1/4 de la population mondiale est confrontée à cette pénurie. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) soutient qu'un individu a besoin de 38 litres d'eau potable par jour. Selon l'Organisation des Nations Unies Pour la Science l'Education et la Culture (UNESCO), la consommation moyenne en eau d'un africain se situait entre **20 et 30 litres** d'eau par jour en **2005**, tandis que celle d'un européen était entre **300 et 400 litres** par jour.

D'innombrables efforts ont été déployés, pour satisfaire les besoins en eau potable des populations. Ainsi en 2001, **82 %**<sup>3</sup> de la population mondiale avaient accès à l'eau potable. En Afrique, ce taux qui s'élevait à **62%** cache une disparité entre le monde rural et celui urbain. Ce dernier s'élève à **85%** de la population en milieu urbain et **45%** en milieu rural. Le plan d'action de Johannesburg dont l'objectif était de permettre d'avoir une desserte de **404 millions** d'africains en eau potable, s'inscrivait dans le cadre de la réduction de cette disparité.

---

<sup>2</sup> "Le Printemps de l'eau" 22-25 Mars 2005, UNESCO

<sup>3</sup> OMS, 2001

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

Au Sénégal, un important patrimoine d'ouvrages hydrauliques a été réalisé. Ce patrimoine est essentiellement composé de : forages et de puits simples ou équipés. De 1940 à 2005, le nombre de forages gérés par la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance (DEM) est passé de **14** à **1023**, sans compter le nombre de puits équipés ou non de pompes manuelles ou éoliennes. En plus de ces forages répertoriés, il existe d'autres qui ont été réalisés par d'autres promoteurs.

Au lendemain des indépendances, la politique de l'Etat en matière d'hydraulique, consistait non seulement à réaliser des équipements hydrauliques, mais aussi à assurer leur entretien. La participation des populations, usagers de ces infrastructures, se limitait à la prise en charge du salaire du « conducteur du forage » souvent originaire du village. La puissance publique fournissait le carburant et assurait l'entretien et la maintenance à travers son service déconcentré en matière d'hydraulique basé dans la ville chef lieu du département.

Cette situation rendait presque gratuit l'accès au service de l'eau et réconfortait les populations dans leurs perceptions et leur conviction que l'eau est un don de la nature sans se soucier des coûts de son exploitation. Elle les amenait également à gaspiller cette ressource. Cet investissement de l'Etat n'a pas pu se pérenniser, en raison principalement de la difficile situation budgétaire du pays qui a conduit à la mise en application des politiques d'ajustement structurel, imposées par les bailleurs de fonds dont le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Au même moment, l'insuffisance d'exploitation et de maintenance de ce patrimoine a conduit inévitablement à sa dégradation.

C'est ainsi qu'en 1984, toute la gestion de ces ouvrages va être confiée aux populations locales. Désormais, ce sont des comités de gestion qui vont assurer cette tâche. L'Etat va maintenir en revanche ses services de maintenance, pour une mission d'appui technique aux comités de gestion élus. Ainsi, le comité de gestion a pour mission d'assurer le service public de l'eau en direction des populations locales et de tous les usagers de la localité considérée. Le retrait de l'Etat, loin d'être dans ce cas précis un transfert de pouvoir, est plutôt perçu comme un transfert de charges. Dorénavant, ce sont les usagers de l'eau qui vont supporter toutes les charges relatives à la gestion des forages, y compris celles liées à leur fonctionnement.

Toutefois, il convient de souligner que ces comités de gestion, malgré leur dynamisme sont parfois confrontés à des difficultés notoires qui compromettent leur efficacité.

Parmi ces difficultés nous retenons :

- ❖ L'absence de contrat d'engagement avec le conducteur de forage
- ❖ L'absence ou généralement le non respect des règlements intérieurs, ce qui engendre beaucoup de difficultés en ce qui concerne le recouvrement des cotisations.
- ❖ L'absence de documents de gestion fiables et facilement exploitables.
- ❖ La non représentation des femmes dans les instances de prises de décisions alors que celles-ci jouent un rôle immense dans l'approvisionnement en eau de la famille, l'assainissement familial et la promotion de l'hygiène.
- ❖ Le manque de formation en gestion des ressources en eau des responsables élus des comités de gestion.
- ❖ La politisation de la gestion de certains forages qui joue négativement sur l'efficacité des bureaux.
- ❖ Les conflits de compétence
- ❖ Une mauvaise tarification de l'eau en fonction des usages
- ❖ Les difficultés de recouvrement des contributions des usagers.
- ❖ Le manque de clarification des rapports devant exister entre les comités et certaines associations ou ONG voulant les appuyer.
- ❖ L'utilisation souvent inappropriée des fonds collectés pour des besoins autres que ceux du forage (cérémonies de réception de leaders politiques, cérémonies religieuses, baptême, etc.).

Cette libéralisation de la gestion de l'eau coïncide avec l'entrée en jeux d'autres acteurs comme les ONG et les **associations d'émigrés**<sup>4</sup>.

Caritas, en tant que structure œuvrant pour le développement intégral de l'homme, va s'investir dans cette lutte pour l'accès à l'eau potable, dans le cadre de son programme de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations. Cette entrée de la Caritas dans le secteur de l'hydraulique, se situe dans la sécheresse des années 1970<sup>5</sup>. A travers son volet : Hydraulique villageoise et gestion des

---

<sup>4</sup> DIA Amadou Hamath, Gestion de l'enjeu hydraulique à Kanel : Appropriation forcée et stratégies d'acteurs, 2006

<sup>5</sup> Document de projet hydraulique et agricole de 1974 de la Caritas Sénégal

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

ressources naturelles, elle vise l'approvisionnement régulier des populations en eau potable, par la réalisation de forages, le fonçage de puits et l'installation de pompes. Dans le Diocèse de Thiès, cette ambition s'est concrétisée par la réalisation d'un nombre important d'ouvrages. Jusqu'en 1998, les puits réalisés par Caritas Thiès étaient au nombre de 56. De 1998 à 2001, 36 autres ont été réalisés, alors que le nombre de forages s'élevait à 54. Donc en 2001, le patrimoine hydraulique de Caritas Thiès était composé de 92 puits et 54 forages. Pour les programmes triennaux 2001-2003 et 2005-2007, des efforts supplémentaires ont été déployés. De 2001 à 2003, Caritas Thiès a assuré le ravitaillement en eau potable de 10 villages, à travers le fonçage et l'équipement de 10 puits, dont 3 sont dotés en électropompes et 7 en pompes manuelles. Le coût global de ce programme s'élève à 214745 Euros financé à raison de 10,71% par la population et 89,29% par une subvention de **Misereor**<sup>6</sup>. Quant au programme triennal 2005-2007, il a vu la réalisation de 4 nouveaux puits d'une profondeur moyenne de 45 m dont deux sont équipés de motopompes.

Cependant cet important patrimoine est souvent exposé au manque de pérennisation. Cette situation est due à une mauvaise gestion de la part des bénéficiaires, mais aussi à l'utilisation au départ par Caritas Thiès d'une approche ne favorisant pas la participation effective de la population. Les premiers programmes hydrauliques de Caritas Thiès étaient plutôt focalisés sur la réalisation des ouvrages que sur leur gestion. L'objectif premier de Caritas Thiès était de parvenir à un accès des populations du Diocèse à l'eau potable. Beaucoup d'aspects qui sont en réalité la base d'une durabilité de tout ouvrage, à savoir : le Diagnostic des besoins réels des populations en eau potable, et de leur capacité à payer l'eau ; leur détermination à se mobiliser pour prendre en charge les ouvrages etc., n'étaient pris en compte. On note dans la plupart du temps, un abandon des nouveaux ouvrages hydrauliques au profit des sources traditionnelles d'approvisionnement. La fréquence des pannes du matériel d'exhaure finit souvent par une usure de ce dernier et un abandon total de l'ouvrage.

L'animation autour des points d'eau n'était pas développée. Au début, Caritas Thiès comptait sur des animateurs locaux, mais qui exécutaient des travaux temporaires. Leur niveau de formation était bas. Cette absence de personnel qualifié dans ce domaine, avait des conséquences notoires sur les comités de gestion. D'ailleurs, MT.

---

<sup>6</sup> ONG chrétienne allemande, partenaire de Caritas Thiès

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

KASMI et G. SOMDA<sup>7</sup> se sont rendus compte en 2002, que les comités de gestion instaurés par Caritas dans le Diocèse de Thiès étaient confrontés à de sérieux problèmes. Ils concluent que le programme hydraulique de Caritas n'avait pas accompagné convenablement et durablement les populations pour développer efficacement leurs capacités et leurs responsabilités concernant la gestion des ouvrages.

Ce n'est qu'à partir de 2003, qu'elle a commencé à se doter d'une Division Animation et Formation (DAF). Désormais, le diagnostic des besoins en eau précède toujours le déroulement des programmes. Une grille de sélection permet, de choisir les villages où doivent se réaliser les ouvrages. Ainsi, la taille du village doit être supérieure à 300 habitants, et que ces derniers soient engagés à former un comité de gestion où il y aura au moins deux femmes. De même dans le bureau du comité de gestion, ces dernières doivent y figurer. Pour la réalisation de l'ouvrage, les populations doivent être prêtes à donner les 15% du financement de l'ouvrage, suivi d'un investissement humain. En outre, il y a l'engagement pour la prise en charge de la restauration et de l'hébergement des puisatiers et des maçons. Il en est de même pour le contrôle et le suivi des travaux. Elles doivent être enfin disposées à mettre en place un compte de fonctionnement et d'épargne ouvert auprès d'une institution financière.

Dans le cadre de notre étude, cette nouvelle approche utilisée par Caritas nous intéresse particulièrement. C'est la raison pour laquelle, nous nous posons la question de recherche suivante :

➤ quels sont les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas dans le Diocèse de Thiès ?

---

<sup>7</sup> KASMI MT. et SOMDA G. Enquête socio-économique du programme hydraulique. Caritas Thiès - juin 2002

## **Chapitre 2 : CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE**

La participation des populations locales dans les projets de développement, est un aspect qui a longtemps été oublié. Certains d'entre eux ont dû échouer, du fait tout simplement qu'ils n'ont pas intégré cette notion. Cependant suite à une prise de conscience de ce facteur d'échec, celle-ci est devenue indispensable dans toutes les étapes d'un projet. Ainsi de l'analyse de la situation, à l'exécution et au suivi-évaluation en passant par la planification, les bénéficiaires doivent prendre part. Donc la participation concerne tout le processus : du début jusqu'à la fin.

Le secteur de l'hydraulique de son côté, n'est pas épargné par ces nouvelles orientations. Au Sénégal, auparavant l'objectif premier du gouvernement était de parvenir à satisfaire les besoins des populations en eau potable. Cette ambition s'est concrétisée par beaucoup d'efforts, notamment dans la réalisation d'ouvrages hydrauliques : forages, puits simples ou équipés de pompes. N'oublions pas également la part importante jouée par les ONG dans cette lutte pour l'accès à l'eau potable. Cependant, l'implantation de ces ouvrages sans processus d'implication des populations bénéficiaires a eu des effets considérablement négatifs sur leur viabilité et leur pérennisation. En plus le rôle de centralisateur joué par l'Etat en ce qui concerne la gestion (l'entretien, la maintenance ...), n'a fait qu'accentuer le problème.

Concernant l'approche utilisée par Caritas Thiès dans ce domaine, elle n'a toujours pas permis de résoudre ce problème dans le cadre de son intervention. Jusqu'en 2002, Caritas Thiès n'avait pas mis en place un dispositif participatif assez solide. Pour cause, elle s'appuyait sur des animateurs locaux pour exécuter la plupart des travaux de terrain. Ce n'est qu'en 2003, qu'elle s'est dotée d'une DAF. Cette dernière comprend quatre (04) animateurs qui sont chargés d'exécuter des actions de terrain partout dans le Diocèse, en particulier autour des points d'eau réalisés par Caritas Thiès et une (1) coordonnatrice. Cette innovation va forcément avoir des effets sur la participation locale dans la lutte continue contre la pauvreté et en particulier dans la gestion des ouvrages hydrauliques.

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques  
réalisés par CARITAS Thiès*

Au sein de la presque totalité des comités de gestion, on constate une absence notable des jeunes, de même l'analphabétisme des membres touche l'immense majorité de ces structures.

Tous ces phénomènes que nous avons évoqués, justifient en quelque sorte notre étude centrée sur la gestion participative qui est un point indispensable pour la pérennisation de tout ouvrage hydraulique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **Chapitre 3 : REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE**

Dans cette partie, nous allons parcourir les différents écrits qui portent sur les notions de participation et de gestion, en particulier ceux portant sur le domaine de l'hydraulique rurale.

Selon le **rapport sur le développement de la Banque mondiale, 1992** qui traite du développement et de l'environnement, le problème de développement le plus critique est celui de l'eau, et la participation collective aux décisions est indispensable pour un écodéveloppement durable<sup>8</sup>. La formation aux méthodes participatives est essentielle à la mise au point de ce processus. Dans la démarche classique des programmes de développement, la participation des bénéficiaires était passive. Ces derniers n'étaient pas du tout impliqués dans le processus de réalisation de ces projets à savoir : le Diagnostic, la planification, la réalisation.... Dans la conception actuelle, la participation s'inscrit selon [MONDJANAGNI, 1984<sup>9</sup>] cité par **Ousseynou GUENE**<sup>10</sup>, dans un processus de développement axé sur les populations et dirigée par la demande. C'est-à-dire un processus fondé sur la dynamique, les connaissances et les valeurs, les priorités, les possibilités et ressources des bénéficiaires. Il est synonyme d'un partenariat, élaboré sur la base d'un dialogue entre les différents acteurs, et au cours duquel le programme est fixé conjointement. Les points de vue des indigènes et leurs connaissances sont délibérément recherchés et respectés. Cela suppose une négociation et non l'imposition d'un programme de l'extérieur, ni d'en haut et dans lequel les simples bénéficiaires deviennent des acteurs.

Ainsi pour **MONDJANAGNI**, la participation n'a pour objectif que le changement de situation non désirée. Elle émane donc des populations qui sont conscientes des problèmes que leur pose leur environnement. D'où, la demande d'assistance venant de l'extérieur ou de l'intérieur.

---

<sup>8</sup> Mode de développement qui ne porte pas atteinte aux systèmes écologiques et à l'organisation des sociétés, et qui évite le gaspillage des ressources non renouvelables. DICTIONNAIRE UNIVERSEL, 3<sup>ème</sup> édition

<sup>9</sup> MONDJANAGNI A-C, la participation populaire au développement. Edition Karthala, IPD 1984, 448

<sup>10</sup> GUENE Ousseynou et Al. Promotion de l'hygiène du milieu : une stratégie de participation ; Ed. Presse Polytechnique et Universitaires Romandes ; 192 p ; 1999.

Cependant, si on sait que toutes les communautés ne sont pas aux mêmes pieds d'égalité, on ne saurait remettre en cause cette idée. Il y a des sociétés organisées de telle sorte qu'elles sont en mesure de se prendre en charge. Pour ces dernières, la prise de conscience est le premier facteur d'engagement tant suscité dans toute action inscrite dans la lutte pour le développement. Par contre d'autres se situent à un niveau de conscience très bas, défavorable à la notion de participation. Pour ces dernières, la tâche devient lourde. Il faut forcément provoquer la participation. Il serait indispensable de mettre un dispositif pouvant permettre de la déclencher.

Ainsi, **Ndèye Diodio SAMB**<sup>11</sup> voit à travers son « *évaluation du dispositif participatif mis en place par le PNIR dans la communauté rurale de Ndiagianiao* », qu'il est indispensable d'élaborer explicitement des outils et des procédures visant à introduire la participation. Ils sont essentiels pour mettre les bénéficiaires au courant du projet dès son lancement, pour connaître leurs idées et leurs propositions, pour encourager et soutenir les modes d'organisation appropriés, pour institutionnaliser la participation et contrôler l'évolution de manière à modifier les approches en cas de problème ou de choisir des moyens plus adéquats.

**MISHRA** et ses **collaborateurs**<sup>12</sup> dans la même lancée, reconnaissent que la participation doit se faire à toutes les étapes de la vie d'un programme : décision, planification, mise en œuvre et suivi-évaluation. La participation aux décisions concerne la génération des idées, la formulation, l'évaluation et le choix des options puis de la formulation des plans et de leur opérationnalisation.

Donc la participation de la population va bien au-delà de l'analyse des besoins et embrasse la planification. Elle concerne en ce sens tous le processus : de l'analyse jusqu'à l'évaluation finale en passant par l'exécution des tâches. La participation à la mise en œuvre d'un projet peut se faire au niveau des ressources, de l'administration et de la coordination ainsi qu'à l'exécution des activités programmées. Les ressources peuvent être humaines matérielles ou financières. Relativement à l'administration et à l'exécution, **MISHRA** ajoute que les membres de la communauté peuvent être employés du projet ou conseillers. Cette participation peut être à titre bénévole.

<sup>11</sup> SAMBE Ndèye Diodio ; contribution à l'évaluation du dispositif mis en place par le PINIR : cas de la communauté rurale de Ndiagianiao. Mémoire de fin d'étude ; ENEA 2005.

<sup>12</sup> MISHRA, S-N et Al, Participation and développement. NBO Publishers' Distributors 1984, 174 p

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques  
réalisés par CARITAS Thiès*

L'insertion des membres de la communauté dans l'administration ou la coordination de projets peut être bénéfique, en ce sens que non seulement, elle permet de renforcer la confiance de la population, mais elle favorise aussi l'obtention d'informations importantes sur les problèmes locaux.

La participation est donc une chose importante pour tout projet de développement. Si cette dernière est bien définie, force est de reconnaître que le projet a beaucoup plus de chance de franchir les obstacles pouvant nuire à sa réussite. Cependant, le bénévolat reste une affaire constituant une contrainte empêchant la participation, surtout en ce qui concerne la gestion communautaire. Mais, il est toujours important de recueillir l'avis des populations, et de partir de leurs expériences et de leurs moyens, avant de définir toute action. Cet aspect est d'autant plus important, que des auteurs l'ont retenu dans le secteur hydraulique.

En concluant sur la gestion et la maintenance des petits réseaux AEP (expérience de la Caritas Kaolack), **Bruno VALFREY** pense "*qu'on néglige souvent la capacité des populations concernées à évaluer leurs propres besoins, notamment en terme d'accès à l'eau*". Pour lui, "*La gestion d'un ouvrage hydraulique doit avant tout être considérée comme l'expression et l'acceptation par les usagers d'un service en parfaite adéquation avec leur besoins*".

**VAN WIJR SIJBESMA**, et **Christine**<sup>13</sup> dans ce même ordre d'idée, suggèrent que pour arriver à une gestion fiable d'un système d'AEP par la population, il faut tenir compte du point de vue des usagers dans la conception des systèmes et dans la programmation de leur exploitation. Ils voient qu'il est très difficile de développer un système de récupération des coûts, si le service ne répond pas aux besoins des différentes catégories d'utilisateurs, et si l'on ne tient pas compte de leurs intérêts spécifiques et de leurs capacités de paiement. Le fait de se baser sur le montant du revenu familial pour définir le prix de l'eau peut induire en erreur, tout en ayant des conséquences graves sur le fonctionnement de l'ouvrage. Ceci est dû tout simplement au fait que le prix que le consommateur est disposé à payer, est différent de celui issu des estimations faites à l'issue du calcul du revenu familial.

---

<sup>13</sup> VAN Wijr Sijbesma, Christine ; l'eau à quel prix ? La participation communautaire et la prise en charge des coûts d'entretien par les usagers ; La Hayes : Centre International de l'eau et de l'assainissement. PNUD/ Banque Mondiale 1992 ; 179 p.

Cette idée est très importante. Mais il faut aussi la relativiser, et ne pas trop se baser sur le prix que le consommateur est prêt à payer. Il peut arriver que ce celui-ci ne reflète pas la valeur de l'eau. C'est-à-dire qu'il est incapable de couvrir les différents coûts, à savoir : ceux d'entretien et de fonctionnement. De ce fait, il est important que le personnel du projet face un travail de sensibilisation, afin que la population soit consciente de la nécessité de fournir des efforts pour une meilleure couverture des coûts.

Lyra SIRINIVASAN ajoute que : "*le choix de la technologie a une incidence sur le type de gestion nécessaire*". La typologie de l'ouvrage est d'une importance capitale, car elle entraîne une technologie spécifique et commande des coûts pour l'entretien et la maintenance. Si l'ouvrage réalisé pour la communauté exige une technologie qui n'est pas à sa portée, et un entretien avec des coûts énormes il s'avère que sa pérennisation sera réduite dans le temps. Donc il est important de réaliser l'ouvrage qui cadre le plus avec les capacités de la communauté. **OBENG**<sup>14</sup> va même jusqu'à signaler que les puits exploités par pompes à mains représentent la méthode d'approvisionnement en eau potable la plus adéquate pour le monde rurale. En comparant ce système à celui d'un forage motorisé, il montre que ce dernier a un coût d'investissement beaucoup plus cher et implique une technologie qui souvent dépasse les compétences de la communauté.

Cependant cette idée peut être remise en cause, surtout quand il s'agit de réaliser un ouvrage pour une population importante. On sait que les pompes à main constituent certes des moyens d'approvisionnement en eau très hygiéniques, mais elles sont incapables de satisfaire une demande importante. En plus, la plupart des pompes sont lourdes et difficiles à manipuler, surtout quand elles commencent à vieillir. Cette lenteur dans l'exhaure, ne permet pas le développement d'activités agricoles, comme le maraîchage. C'est pourquoi dans la plupart du temps, les populations abandonnent ces ouvrages à cause de ces aspects cités.

Par ailleurs, **MISHRA** revient en ajoutant un autre aspect très important pour parvenir à une réussite de tout projet d'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de la prise

---

<sup>14</sup> OBENG, L. TSCHANNERL G., Puits et Pompes manuelles : introduction, exécution des Puits et Forages, Pompes à main – Documentation et formation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement à faible coût N° 42 ; Washington : Banque Mondiale ; 1988

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

en compte des expériences dans la gestion des ouvrages antérieurs au projet lors du diagnostic. En d'autres termes, il s'agit de tirer des leçons de la manière dont les points d'eau réalisés dans le temps par d'autres partenaires ont été utilisés et gérés. Ce type d'étude permet souvent surtout quand elle est réalisée dans des zones où les conditions socio-économiques et écologiques sont différentes, de tirer profit des coutumes et des structures de gestion déjà en place avant le projet. Cette phase (le diagnostic) permet de sortir un tableau de bord reflétant le comportement de la communauté.

Cependant, en ce qui concerne la gestion des projets antérieurs, il ne faut pas trop se focaliser sur les raisons qui ont provoqué leur échec, tout en oubliant les points forts de ces derniers.

Un autre aspect est à ajouter : l'expérience vécue par les personnels de ces projets. Il permet à l'agence responsable d'améliorer les procédures de la planification et de l'exploitation des projets dans de nouveaux villages. Pour cela il faut nécessairement organiser une rencontre avec le personnel de ces projets.

En effet, une plus grande participation des communautés villageoises entraîne des conséquences sur l'organisation des programmes. Pour cela, **MISHRA**<sup>15</sup> dit qu'il est nécessaire soit de recruter ou de former du personnel sur le terrain capable de travailler de façon indépendante, soit de créer un service spécial pour les activités d'animation, de suivi et de formation, qui doit par la suite collaborer avec les équipes techniques chargées d'exécuter les travaux dans les délais requis. Pour ce service, il faut un personnel qualifié capable d'organiser et de soutenir des programmes d'éducation sanitaire au niveau des villages.<sup>2</sup>

**Rose Altemo**<sup>16</sup> met l'accent sur l'importance de l'intégration du genre dans la gestion de l'eau. D'abord elle précise que le terme genre ne concerne pas uniquement les femmes, mais aux relations entre les hommes et les femmes. C'est les différents rôles, ressources et expériences des hommes et des femmes qui sont des aspects culturels avec lesquels nous apprenons tous à nous familiariser au sein de nos propres sociétés

---

<sup>15</sup> Cft. Note de bas de Page 10

<sup>16</sup> ALTEMO Rose et Al; Manuel de Plaidoyer à l'intention des Ambassadeurs Genre et Eau, 2003, P.59

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

au fur et à mesure que nous grandissons. Cependant, ces aspects ne sont pas constants, ils sont en évolution même à l'intérieur d'une société ou d'une communauté. Très souvent les rôles et les ressources des femmes et des hommes ne sont pas seulement différents, mais sont en parfaite inégalité.

Une participation équitable des femmes et des hommes dans le tissu économique et plus particulièrement dans la gestion des ouvrages hydrauliques s'avère indispensable. Les hommes et les femmes ne sont pas affectés de la même manière par le manque d'eau. Une gestion efficace, rationnelle et équitable des ressources en eau ne peut se concevoir qu'à partir du moment où les femmes se trouvent impliquées dans les processus de consultation et de gestion de l'eau et dans les prestations de services en rapport avec cette durée. Trouver le juste équilibre en termes de genre permet de garantir que: les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes sont assumés de manière optimale. La créativité, l'énergie et le savoir des deux sexes contribuent à faire fonctionner le secteur hydraulique. Les bénéfices et les coûts de l'eau sont équitablement partagés par tous les groupes d'acteurs.

Par ailleurs l'importance numérique des femmes à l'échelle du globe et leur expertise en matière de gestion communautaire et de planification de petits projets, renforcent la nécessité de leur intégration dans la gestion des ouvrages hydrauliques.

Cependant, l'intégration du concept genre dans la gestion communautaire des ouvrages hydrauliques risque d'être poussée à l'extrême au point de ne plus tenir compte de certains paramètres jugés indispensables pour tout projet de développement. Elle doit tenir compte des aptitudes des différents groupes d'acteurs. Bien vrai que les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes, mais le fait de vouloir les responsabiliser sur le champ, sans tenir compte de leurs compétences risque d'être aberrants. Donc l'intégration du genre dans l'élaboration des politiques d'approvisionnement si elle est bien faite, peut conduire aux résultats escomptés.

Dans une dimension beaucoup plus large, la gestion intégrée des ressources en eau va au-delà de l'intégration des femmes dans ces politiques. Elle embrasse les différents secteurs utilisant l'eau. Au Sénégal, un Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (**PAGIRE**), est lancé afin de permettre de résoudre le problème

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

d'eau au niveau national et à l'échelle locale. Le but global en traitant de la gestion des ressources en eau, est de permettre une durabilité, mais ceci devait s'accompagner d'équité sociale et d'efficacité économique. L'approche admise pour l'amélioration de la gestion de l'eau est l'implication de toutes les parties prenantes dans le processus de planification, et de prise de décision.

La gestion intégrée des ressources en eau, en ce sens est basée sur l'interdépendance entre les différentes utilisations de l'eau. Une meilleure utilisation de l'eau pour l'agriculture aura des conséquences positives sur l'approvisionnement des ménages en eau douce. Il en est de même pour la régulation de la pollution industrielle, etc. L'approche basée sur la gestion intégrée diffère de celle sectorielle. Elle suggère que le manque de synergie entre les différents secteurs qui utilisent l'eau, amène un gaspillage énorme de cette ressource non renouvelable, ce qui n'est pas conforme aux perspectives pour un développement durable.

Pour éviter le gaspillage de l'eau par les populations, **David B. BROOKS** pense qu'on doit renoncer à subventionner le prix de l'eau. On doit vendre la ressource par rapport à son coût normal.

## **Chapitre 4 : CADRE CONCEPTUEL**

Dans cette partie, nous allons nous accorder sur le sens des concepts principaux que nous avons utilisés tout au long de notre recherche. Cet aspect est très important, du fait de la polysémie des termes. Donc il importe de préciser le contexte dans lequel nous les avons employés. Ainsi, après une explication du développement communautaire, nous aborderons tous les autres concepts qui y sont rattachés.

### **DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**

Le concept de développement communautaire renferme deux notions à savoir : **développement** et **communauté**. Mais la tâche devient difficile si nous devons donner une définition exacte de ces deux termes. Ainsi concernant le développement, nous allons nous référer à **Odile CASTEL** qui dit que *"le développement qui peut être défini comme la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme est un processus cumulatif de long terme ayant une finalité"<sup>17</sup>*.

C'est un processus de long terme, car il est impossible de se développer en quelques années. Il a fallu trois (3) siècles à l'Angleterre, deux (2) siècles pour la France, l'Allemagne et les Etats-Unis et un bon siècle au Japon.

Ce processus a une finalité : l'accroissement du revenu total et du revenu moyen par tête de l'ensemble de la population. Il y a une idée de diffusion du développement à toutes les couches de la population. Le développement englobe donc la croissance économique, mais ne se restreint pas à elle seule. Il peut y avoir croissance sans développement.

Ainsi cette définition s'est fondée sur le côté économique et sociale du développement. Cependant, n'oublions pas que ce dernier peut avoir d'autres dimensions : développement durable, l'écodéveloppement....

Quant à la communauté, c'est un *"un concept du droit français qui désigne un collectif de personnes possédant et jouissant d'un patrimoine en commun. Elle s'oppose à la société et à l'association en ce qu'une communauté est formée*

---

<sup>17</sup> CASTEL Odile ; Le Sud dans la mondialisation, quelles alternatives ; La Découverte 2002, P 212

*indépendamment de la volonté de ses membres et qu'ils ne décident pas de leur implication. Par extension, la communauté désigne uniquement les biens qui sont communs entre plusieurs personnes"*<sup>18</sup>

**Roger NIFLE** <sup>19</sup>identifie quatre (4) types de communauté :

**Les communautés archaïques**, qu'on appelle tribus, clans. Elles sont caractérisées par une appartenance fusionnelle et dont les rapports avec l'autre, l'étranger sont passionnels et phantasmatiques. Le « communautarisme », c'est la réduction des communautés à leur stade archaïque. Mais le refuser, c'est interdire aux communautés et à leurs membres de grandir.

**Les communautés primaires** (cohabitations), sont occupées à leur subsistance, leur sécurité, leur confort. C'est là aussi que se fait l'apprentissage de l'organisation collective et de l'estime de soi.

**Les communautés secondaires**, sont dotées d'une identité collective faite de représentations partagées. Elles sont institutionnalisées et réglementées. Elles conceptualisent leur existence, leur organisation selon des modèles philosophiques ou idéologiques normatifs. Il existe une pathologie de ces sociétés, c'est leur réductionnisme mental qui les coupe des âges antérieurs et aussi postérieurs.

**Les communautés "tertiaires"**, c'est le sens partagé qui les constitue. Des communautés de sens, de devenir, de projet. C'est là aussi qu'un "**sujet communautaire**" se révèle et assume non seulement son devenir (**projet de développement**) mais aussi son identité et sa responsabilité vis-à-vis de ses membres comme des autres communautés.

Il s'agit ici de niveaux de conscience du fait communautaire en même temps que de niveau d'évolution de nos sociétés. Ainsi semble-t-il que le troisième résiste au changement social. Cependant le quatrième se situant à un niveau supérieur, est favorable à toute action communautaire (projet de développement).

---

<sup>18</sup> WIKIPEDIA, l'Encyclopédie libre

<sup>19</sup> NIFLE Roger 2004 "La maîtrise des projets et leur intégration. La synthèse de l'humanisme Méthodologique : théorie et pratique" ; Congrès francophone du management de Projet, décembre AFITEP Paris, cité universitaire.

Ces profondes mutations de nos sociétés, nécessitent des connaissances approfondies sur les rapports entre l'homme et son entourage, d'où l'importance de disciplines comme : la psychologie sociale, la sociologie du développement...

NIFLE définit le développement communautaire **« comme un "empowerment"<sup>20</sup>, une individuation, une autonomisation. Il s'agit du développement d'une capacité collective à assumer son devenir en toute responsabilité »**. Or cet empowerment communautaire ne va pas sans engagement des personnes et réciproquement. L'empowerment communautaire fait évoluer les personnes. Et le nouveau pouvoir des personnes fait évoluer la communauté, dans le sens du bien commun partagé.

Ainsi l'on voit que le développement communautaire fait appel à la notion d'intervention, mais également d'engagement, aussi bien de la part des membres de la communauté, que de celui de l'intervenant.

Il convient de faire la distinction entre développement communautaire et développement locale. D'ailleurs, **André JOYAL** suggère que le développement local fait appel à ces trois (3) notions. De même, il ajoute : **« L'expression d'une solidarité émanant de différents partenaires désireux de mettre en valeur les ressources humaines, financières et physiques de leur milieu afin de créer des emplois, tout en exerçant un certain contrôle sur les moyens pour y parvenir, confère au développement local toute sa spécificité<sup>21</sup>. »**

En effet le développement local fait appel au privé. Il fait référence à la notion de partenariat. Il s'agit des efforts conjugués de différents acteurs (entreprises privées, corporations de développement, médias d'information, maisons d'enseignement, institutions financières) où se retrouvent les fameuses forces sur les épaules desquelles repose la responsabilité de mettre en avant une stratégie de développement.

Donc, on peut conclure que le développement communautaire incombe aux membres de la communauté. Grâce à leur solidarité mutuelle, ils mettent en valeur les ressources dont ils disposent pour apporter des solutions aux différents problèmes

---

<sup>20</sup> Mot anglais qui signifie : action de donner du pouvoir à quelqu'un

<sup>21</sup> L'Encyclopédie de L'Agora : Développement local communautaire, économie sociale alternative : quel enseignement pour le Tiers-monde ? 10/21/2005

auxquels ils font face. Contrairement au développement local, où l'initiative vient d'ailleurs, celui communautaire est plutôt interne. Cet aspect nécessite forcément un effort d'organisation communautaire qui n'est possible que si la solidarité entre les membres est acquise.

Cependant l'organisation de la communauté est souvent une question qui n'est pas facile. Dans une société, les attitudes, les comportements, les manières de voir... diffèrent d'un individu à l'autre. En effet il faut souvent l'aide de personnes averties qui sont internes ou externe à la communauté, d'où la notion d'intervention communautaire.

**Murray ROSS**<sup>22</sup>, définit l'organisation communautaire (community organization) comme étant un processus par lequel, une communauté identifie ses besoins et ses objectifs, et s'efforce de les réaliser à l'aide des ressources internes et externes. D'après **ROSS**, cette communauté développe ses capacités de coopération et de collaboration, c'est l'auto-encadrement.

Dans les années 1960, dans sa philosophie du progrès et du développement social, **l'Organisation des Nations Unies** concevra une définition proche de celle de **ROSS**, mais tout en mettant l'accent sur l'intervention prépondérante de l'Etat. Dans tous les cas, on remarque un élément commun dans l'organisation communautaire : la participation des populations.

En Afrique, le **développement communautaire** a été introduit comme une pratique, devant favoriser une plus grande participation des populations à des programmes coloniaux de développement économique et social. Après les indépendances politiques, la plupart des Etats, avec l'appui des organisations internationales d'aide et de coopération, ont adopté des stratégies de développement des grands secteurs, tels que la santé, l'alimentation, l'éducation, etc., surtout dans les milieux ruraux.

Mais c'est véritablement avec l'avènement des **ONG**, vers les années 1970, que l'organisation communautaire sera concrétisée comme théorie et pratique appropriée pour un idéal de changement social dans les régions les plus défavorisées d'Afrique. La seule condition au changement est la participation des populations, lesquelles

---

<sup>22</sup> ROSS Murray. 1967. Community Organization, Theory, Practice. New York, Harper & Row (2<sup>e</sup> Edition 1955).

doivent être actrices du développement de leur communauté. C'est dans cette prise de conscience que verront le jour des structures de solidarité, des associations villageoises et des groupements impulsés surtout par une volonté de décentralisation, d'où la disparition progressive de l'Etat-Providence.

Cette reconsidération du développement communautaire notamment par les ONG est due à ce que, plusieurs années après son initiation, le bilan continuait à être peu satisfaisant et ce, jusqu'au début des années 1980, et là encore on remarquait des tâtonnements, de sorte que les résultats obtenus étaient loin d'être égal à ceux escomptés. Au Sénégal, toutes les actions communautaires ont été initialement et essentiellement implantées dans le milieu rural. Cela a commencé par l'animation rurale voulue par le colonisateur surtout dans la culture de l'arachide. Elle sera suivie par des structures telles que la Coopérative Rurale (CR), les Sociétés de Développement Rurale (SDR), ainsi que la création de centres d'expansion rurale Polyvalent (CERP) dénommés actuellement Centres d'Appui au Développement Local (CADEL).

En somme, le développement communautaire n'est possible que si la communauté est bien organisée et prête à participer activement dans toute action visant l'amélioration de leurs conditions d'existence. C'est vrai que l'intervention d'une personne externe n'est pas exclue, mais toutefois la communauté joue le rôle d'acteur principal.

Dans le cadre de notre étude, ces concepts à savoir : l'organisation de la communauté, l'intervention et la participation, nous suffisent pour définir le développement communautaire. Ainsi le développement communautaire fait appel à une communauté bien organisée, qui prend l'initiative d'améliorer sa situation. Cependant, cette communauté peut bénéficier d'un appui extérieur. Toutefois, la participation de tous et de chacun est indispensable.

## **PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE**

La participation de la population est la base de la réussite de tout projet de développement. Ainsi plusieurs auteurs se sont interrogés sur la notion de participation. De même les initiateurs et planificateurs de projets, utilisent "l'approche participative", c'est-à-dire basée sur la participation des populations, comme cheval de bataille dans leurs interventions.

Mais qu'est ce que participer ? A quel niveau les populations doivent-elles participer ? Quelles sont les formes de la participation ? Autant de questions que beaucoup d'auteurs ont essayé de traiter et dont les réponses sont diverses. Dans de nombreux dictionnaires, la signification du mot "**participer**" est la même : "**prendre part à...**"

Pour **Rolland COLIN**<sup>23</sup> (cité dans le cours de sociologie ENEA, EDA3), la participation peut avoir deux sens, selon qu'elle est active ou passive. Dans le cas où elle est passive, elle signifie "*avoir part à quelque chose sans pour autant avoir part aux pouvoirs qui l'imposent.*" Pour lui, on peut participer en vertu d'un système de force qui ne tire pas son origine du sujet que l'on observe. Et dans le cas où elle est active, la participation signifie que le sujet est responsable de l'apport qu'il fait à l'entreprise considérée. On agit en vertu de son pouvoir intérieur propre, par conviction et non par un pouvoir extérieur (obligation, imposition).

Cela est d'autant plus vrai que **Jean Bosco SOME**<sup>24</sup> ne veut pas parler de "**non participation**", mais plutôt de participation à quatre niveaux. Pour lui, un projet de développement est un système ouvert, il y a toujours une forme de participation, mais à des degrés différents.

### **1. Premier niveau** : La participation lointaine.

C'est le degré le plus bas de la participation. Les populations ignorent tout sur la provenance du projet et de ses initiateurs. Elles l'accueillent comme une forme d'élément perturbateur qui vient violer leur tranquillité. Mais cette perturbation leur fait quand même sortir de leur indifférence.

### **2. Deuxième niveau** : La participation provocatrice.

Les perturbations engendrées par le projet provoquent des réactions généralement négatives, qui sont des sources de conflits et de tensions. N'ayant pas reçu des informations sur le projet et ses objectifs, les populations essayent alors de faire une interprétation. Elles craignent en effet pour leur sécurité.

### **3. Troisième niveau** : La participation résignée.

---

<sup>23</sup> Cours sociologie KANE Pape Amadou, ENEA 2008

<sup>24</sup> SOME, J-B, les populations rurales face au développement in la participation populaire au développement en Afrique Noire (MONDJANAGNI et Al.), IPD, Ed- Karthala, Paris, 1984, 448 P.

C'est à ce niveau que **SOME** rejoint **COLIN** sur la forme passive de la participation. Les populations s'intéressent au projet parce qu'elles sont sous la pression des pouvoirs politico-administratifs, qu'elles doivent suivre les leaders locaux influents, ou qu'elles ont l'obligation morale de suivre les autres, surtout quand ils sont de la famille. Il est bien clair que les résultats de cette participation ne seront pas ceux recherchés par les initiateurs.

#### **4. Quatrième niveau : La participation effective.**

Plusieurs conditions sont à la base d'une participation véritable à un projet. Parmi elles on citerait notamment l'urgence de la situation pour laquelle les populations doivent trouver une solution (une inondation par exemple). Il y a aussi des contraintes existentielles, et ainsi les populations ont des priorités auxquelles, elles attachent une importance capitale. Enfin, il y a participation quand le projet est en partie l'œuvre des initiatives de la population, et qu'il ne s'écarte pas trop de ses activités habituelles.

En pratique, un projet qui répond aux attentes de la population a beaucoup plus de chance d'être accepté que celui qui satisfait uniquement la rationalité des promoteurs.

La participation des populations dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable concerne tout un processus. Elle va du constat de la situation, c'est-à-dire de la difficulté de s'approvisionner en eau, à la gestion des ouvrages hydrauliques. La population sent la nécessité d'améliorer ses conditions d'approvisionnement en eau potable et procède à la recherche d'un partenaire. Dans le cadre de son intervention, Caritas Thiès est sollicitée par les populations qui formulent une demande. Cette population participe au diagnostic des besoins en eau, à la réalisation des ouvrages et assure elle-même la gestion.

Dans le cadre de notre étude, cette participation sera mesurée à travers le niveau de paiement de l'eau, à la participation des populations aux réunions et AG. Entre autres indicateurs, il y a la composition par sexe et par âge des comités de gestion des ouvrages hydrauliques.

## **L'APPROCHE PARTICIPATIVE**

C'est une méthode d'approche des populations où celles-ci jouent un rôle actif dans l'analyse de leur milieu, l'identification des problèmes sociaux et la recherche de solutions adéquates à ces problèmes. L'objectif global de l'approche participative, est la participation des populations à leur développement, tandis que ses objectifs spécifiques sont :

- Favoriser l'implication des populations ;
- Promouvoir leur responsabilité dans les actions ;
- Développer leur capacité d'entreprise et d'analyse.

Dans l'approche participative, il convient de respecter trois éléments fondamentaux vis-à-vis de la communauté locale à savoir :

1- **La sensibilisation** : la sensibilisation ne se limite pas seulement au fait d'informer quelqu'un ou un groupe sur une situation donnée, un évènement ou un fait précis. Elle consiste aussi et surtout à proposer une problématique.

2- **La conscientisation** : il s'agit de faire une analyse profonde des causes et conséquences de la situation présente, pour en arriver à une intervention et déboucher sur une action de changement.

3- **La responsabilisation** : c'est maîtriser les actions en les mettant dans les mains des populations. En pratique, il s'agit d'amener les populations à s'approprier des actions qui sont reconnues comme nécessaires pour changer leur situation.

Dans le cadre de notre étude, il sera question de voir comment les populations sont parvenues à sentir la nécessité de nouer un partenariat avec Caritas Thiès. Pourquoi, elles ont senti la nécessité de passer d'un approvisionnement en eau de type traditionnel, à un type moderne. Mais surtout de voir quels effets cette démarche a eu. Enfin chercher à savoir si les séances d'animation et de formation faites par Caritas Thiès dans la zone ont provoqué une autonomie des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques.

## **ENGAGEMENT**

Par participation communautaire, on entend l'engagement des membres d'une collectivité dans les projets de développement. Selon ANNE WHYTE « on peut concevoir cet engagement comme les activités dont se charge la collectivité dans les projets de développement<sup>25</sup>. »

D'une manière générale, ces activités englobent:

- La participation au diagnostic
- La participation à la planification des projets ;
- La responsabilité de la mise en œuvre du fonctionnement et de l'entretien des projets ;
- Le partage avec la collectivité toute entière des avantages que procurent les projets ;
- La participation à l'évaluation et à la modification du projet<sup>26</sup>.
- Participation à la définition des solutions.

En effet nous pensons définir l'engagement, dans le cadre de la gestion communautaire des ouvrages hydrauliques, comme l'acceptation des populations pour la prise en charge des équipements et le fonctionnement adéquat de systèmes d'adduction d'eau potable (AEP).

## **VIABILITE**

Selon Parker (1989), la viabilité est l'habileté à maintenir les efforts et à tirer profit de tous les niveaux de la communauté et de l'organisme « assistance spéciale » de gestion financière et technique. En fait, la viabilité du projet doit être vue comme sa capacité de résolution d'un problème.

La viabilité d'un système d'A.E.P se mesure par sa durabilité, son efficacité et son efficience. Elle est fonction du temps et des avantages. La durabilité est fonction des capacités du conducteur et des autres responsables des bornes fontaines et autres adductions à assurer le fonctionnement normal, moins risqué des ouvrages. Les

<sup>25</sup> Anne WHYTE: Principes directeurs pour la planification de la participation communautaire aux projets d'AEPA, OMS Genève-1987-55 p

<sup>26</sup> Anne WHYTE, OMS, 1987, P7 et P8

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques  
réalisés par CARITAS Thiès*

compétences de la structure de gestion ne sont pas en dehors de ça. Quant à l'efficacité, elle dépend des objectifs fixés par rapport aux résultats qui sont atteints. Il s'agit de voir si les objectifs fixés par les différents acteurs sont atteints. Ces derniers concernent : l'accès de toutes les couches de la population aux services, la participation des populations, le fonctionnement normal du comité de gestion. L'efficience concerne l'utilisation rationnelle des moyens et ressources pour l'atteinte des objectifs du système.

Ainsi pour être viable, tout projet dans les milieux ruraux des pays sous développés doit avoir un lien entre population et ressources. En définitive, l'application de l'approche participative est déjà une solution en soi. En effet, cette approche réelle, regroupe et forme les membres de cette communauté. Ces derniers se sentent désormais concernés et détenteurs de leur avenir.

## **DIOCESE**

Du grec « dioikesis », le mot **diocèse** signifie « administration »<sup>27</sup>. Dans l'église chrétienne, il désigne un territoire sur lequel un évêque exerce sa juridiction ecclésiastique. Le terme a été employé à l'époque de l'orateur Démosthène pour désigner le trésor ou l'administration des finances. Mais dans l'organisation de l'empire romain instituée par l'empereur Dioclétien, le terme de « diocèse » fut appliqué aux grandes divisions administratives, subdivisées en provinces ou éparchies. Vers le milieu du Ve siècle, les diocèses de l'empire étaient l'Asie, le Pont, l'Est, la Thrace, la Macédoine, l'Illyrie, l'Afrique, la Gaule, l'Espagne et l'Angleterre. Le gouvernement de l'église chrétienne mis en place par Constantin Ier, empereur de Rome, reprit cette division, de sorte que le mot diocèse, comme bien d'autres termes empruntés au gouvernement de l'Empire romain, sont passés dans l'usage ecclésiastique. Au sens ecclésiastique, le terme fut d'abord appliqué à des ensembles d'Eglises ou provinces (paroisses) métropolitaines dont chacune dépendait d'un archevêque. Plus tard, il recouvrit le territoire d'une métropole ou province, et il a désigné la juridiction locale de tout évêque quelque soit son rang.

---

<sup>27</sup> Microsoft Encarta 2008

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

Au Sénégal, le diocèse correspond à la région. Cette dernière peut être associée à un ensemble de départements. Il est dirigé par un évêque, qui réside dans la ville qui correspond au chef lieu du diocèse. Le diocèse comprend plusieurs paroisses dirigées par des prêtres, qui à leur tour regroupent plusieurs communautés chrétiennes (villages, ou CEB). L'église Catholique du Sénégal est subdivisée en sept (7) diocèses à savoir : Dakar, Saint Louis, Thiès, Tambacounda, Ziguinchor, Kolda et Kaolack.

Ainsi, chaque diocèse dispose d'une Caritas qui est sous l'autorité de l'évêque, et qui est autonome par rapport aux autres. Le diocèse de Thiès regroupe les départements de Thiès, Tivaouane et toute la région de Diourbel.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **Chapitre 5 : CADRE OPERATOIRE**

### **I. OBJECTIFS DE RECHERCHE**

#### **1. OBJECTIF GENERAL**

Analyser la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas dans le Diocèse de Thiès.

#### **1.1. OBJECTIFS SPECIFIQUES**

➤ **Objectif spécifique 1**

Cerner les modalités définies par Caritas, pour accéder aux ouvrages hydrauliques.

➤ **Objectif spécifique 2**

Identifier les différentes composantes des structures chargées de la gestion des ouvrages hydrauliques.

➤ **Objectif spécifique 3**

Etudier les capacités des membres des comités à assurer une bonne gestion des ouvrages hydrauliques.

### **II. HYPOTHESE DE RECHERCHE**

L'approche utilisée par la Caritas Thiès, a favorisé une participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques.

### III. INDICATEURS DE RECHERCHE

<b>HYPOTHESE DE RECHERCHE</b>	
L'approche utilisée par la Caritas Thiès, a favorisé une participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques.	
<b>Variable Indépendante</b> L'approche utilisée par la Caritas Thiès	<b>Variable Dépendante</b> Participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques
<b><u>Indicateurs</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de séances d'animation</li> <li>- La fréquence des séances d'animation</li> <li>- Les thèmes développés</li> <li>- Les personnes présentes</li> <li>- Nombre de formations reçues par les membres du bureau du CG</li> <li>- Nombre de formations reçues par les conducteurs</li> <li>- Contenus des formations</li> <li>- Nombre de formés</li> <li>- Répartition par sexe des cibles</li> </ul>	<b><u>Indicateurs</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de fréquentation des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès</li> <li>- Le niveau de paiement de l'eau</li> <li>- Participation aux AG</li> <li>- Participation aux réunions</li> <li>- La salubrité autour des ouvrages hydrauliques</li> <li>- Les modalités de vente de l'eau</li> <li>- La gestion des pannes</li> <li>- Le nombre de personnes dans les CG</li> <li>- Répartition par âge et par sexe</li> <li>- Postes occupés par les femmes</li> <li>- Niveau d'instruction des membres</li> </ul>

**Deuxième partie**  

---

**METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE**

## **Chapitre 6 : UNIVERS DE LA RECHERCHE**

### **I. Cadre de l'étude**

#### **1.1. Présentation de la Caritas**

##### **1.1.1. Historique :**

L'existence de la Caritas Sénégal remonte aux années 1947 sous le nom de « Secours Catholique ». Elle est devenue Caritas Sénégal vers les années 1955. C'est une ONG à but non lucratif et a été reconnue d'utilité publique par le décret n° 66877 de novembre 1966. En 1963, elle a vu ses statuts visés par le ministre de l'intérieur. La Caritas Sénégal est membre de la Caritas Internationalis, dont le siège est à Rome. Elle est composée de Caritas diocésaines à savoir :

- ❖ La Caritas de Dakar
- ❖ La Caritas de Ziguinchor
- ❖ La Caritas de Saint-Louis
- ❖ La Caritas de Kaolack
- ❖ La Caritas de Tambacounda
- ❖ La Caritas de Thiès
- ❖ La Caritas de Kolda

Ainsi chaque Caritas diocésaine est autonome et relève de l'autorité de l'évêque de la localité. La Caritas de Thiès dont le siège se trouve au boulevard Monseigneur François Xavier NDIONE couvre les départements de Thiès, de Tivaouane et toute la Région de Diourbel.

##### **1.1.2. Mission :**

En temps qu'initiative de l'église catholique basée sur la charité et la foi chrétienne, sa mission est d'aider les populations pauvres sans distinction de race, ou d'appartenance ethnique ou religieuse. Elle vient également en aide aux victimes de guerres de catastrophes naturelles et de migrations.

Ses actions reposent sur une vision fondée sur le désir d'un monde où règne la paix, la justice et la solidarité. Un monde dans lequel les victimes de guerres, de catastrophes naturelles et de la pauvreté sont aidées.

### **1.1.3. Objectifs :**

La Caritas a pour objectif principal de mettre en œuvre les décisions et les orientations pastorales de la conférence épiscopale des évêques du Sénégal, afin que puisse rayonner la charité. Caritas a pour vocation de :

- ❖ Combattre la misère sous toutes ses formes en apportant où besoin en fera sentir toute une aide directe ou indirecte ; matérielle ou morale.

- ❖ Susciter la solidarité et l'organisation pour le développement socioéconomique.

L'action de la Caritas est apolitique et s'adresse à tous sans distinction de race d'ethnie ou de religion.

### **1.1.4. Groupes Cibles :**

La Caritas Thiès appuie les populations dépourvues, vivant dans des conditions précaires dues aux faits des aléas climatiques, du manque ou de l'insuffisance d'infrastructures de développement... Ces populations ciblées se trouvent surtout en zone rurale, au niveau des villages les plus démunis.

### **1.1.5. Organisation et fonctionnement :**

La Caritas Thiès vise le développement intégral de l'homme. Son rôle est de fournir des services sociaux pastoraux aux populations ; de s'engager avec les communautés locales dans les activités de développement. Les actions étendues au-delà des communautés chrétiennes s'appuient sur des projets communautaires.

Pour mener à bien ces actions de développement et répondre aux attentes des populations, la Caritas s'est organisée comme suit :

- ❖ Le service administratif et financier ;
- ❖ Le programme hydraulique et de gestion des ressources naturelles ;
- ❖ La division Animation et Formation ;
- ❖ Le centre de Formation Agricole de Bambey ;
- ❖ Le secours d'Urgence et souveraineté alimentaire ;
- ❖ La santé de base.

Les séances de travail entre le Directeur et le Secrétaire Administratif et Financier (S.A.F) se font en permanence.

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

Les réunions de coordination entre le Directeur et les chefs de programme se font chaque quinze (15) jours. Elles permettent à chacun avec l'aide du planning hebdomadaire des activités de s'imprégner à la bonne marche de la structure. Lors de ces réunions, chaque chef de programme fait la situation des activités de son programme en évoquant les atouts et contraintes rencontrées.

De ce fait, du point de vue des informations et de l'exécution des projets, tout le monde suit le train des choses et cela permet aux uns et aux autres de voir comment se relayer en cas de difficultés dans un domaine où l'autre a plus de compétences et la transversalité devient une réalité. Pour consolider cet acquis, ces réunions sont systématiquement sanctionnées de procès verbaux archivés au secrétariat comme banque de données.

## **1.2. Présentation de la zone d'intervention de la Caritas de Thiès**

La zone d'intervention de Caritas Thiès correspond au Diocèse de Thiès. Elle couvre les deux régions de Diourbel et de Thiès exceptée le Département de Mbour qui relève plutôt du Diocèse de Dakar. Sa superficie est de 9055 km<sup>2</sup>, soit 5% du territoire national. Chaque région est subdivisée sur le plan administratif en départements, arrondissements et communautés rurales. La région de Diourbel comprend les départements de Diourbel, Bambey et Mbacké. Celle de Thiès est composée des départements de Thiès, Tivaouane et Mbour (rattaché au Diocèse de Dakar).

### **1.2.1. Au plan démographique**

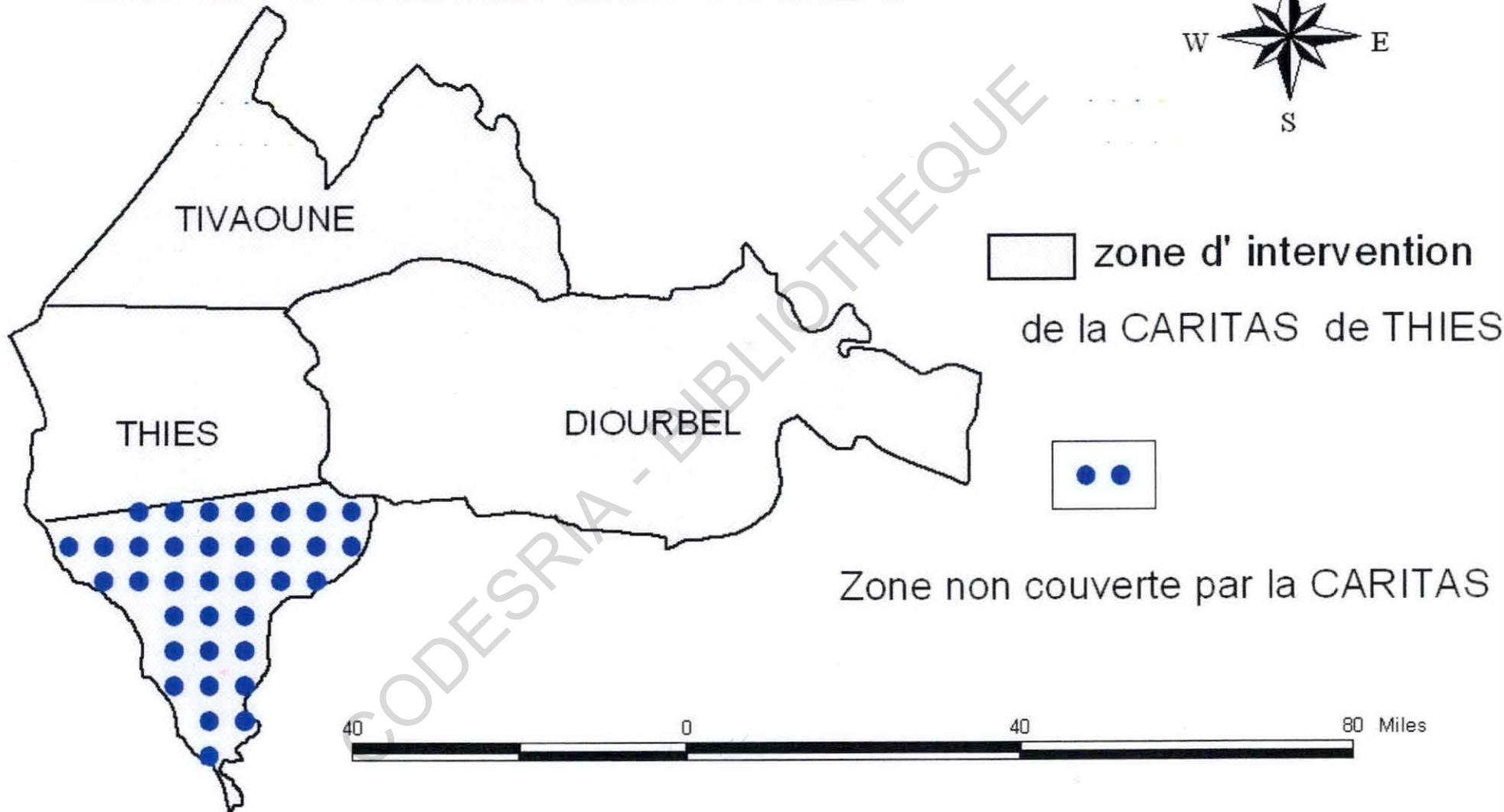
La population de la zone d'intervention de la Caritas Thiès est estimée à environ 1987829<sup>28</sup> habitants en 2004 avec une densité égale à 219 habitants par km<sup>2</sup>. La population est caractérisée par l'importance des jeunes et des femmes. Sur le plan ethnique, cette population est marquée par la prédominance des Wolofs qui occupent les 2/3, suivis des Sérères (environ 25%). Il y a entre autre les Pulars (de l'ordre de 7%). La population est à majorité musulmane (environ 95%). Les mourides représentent 86% de la population, les Tidjanes (10%) et les Khadres (4%).

---

<sup>28</sup> Service régional de la prévision et de la Statistique de Diourbel : Situation économique et sociale de la région de Diourbel en 2004 ; Ed Août 2005

Conseil régional de Thiès : Projet Schéma régional d'aménagement du territoire ; Ed Août 2004

# LE DIOCESE DE THIES



Sources: CSE/DAT ENEA 2008

Réalisation Ousseynou Mané

La zone est frappée par des mouvements migratoires importants. L'immigration affecte plus les jeunes, en particulier ceux du milieu rural à cause de la précarité des conditions de vie. Les destinations sont : Dakar, Thiès, Touba..., de même que l'étranger. Dans la région de Diourbel, le département de Mbacké constitue un véritable pôle d'attraction.

## **1.2.2. Au plan physique**

### **1.2.2.1. Hydrographie et Hydrologie :**

Les ressources en eau sont constituées par les eaux de pluie, de surface et celles souterraines.

- **Les eaux de pluie :**

Avant les années 1970, la zone recevait des quantités de pluies dont la moyenne annuelle pouvait aller jusqu'à 800mm. Aujourd'hui on note une régression des isohyètes qui se situent entre quatre cent (400) et cinq cent (500) mm de pluies par an. Ces quantités d'eaux annuelles, étalées sur trois (3) mois, alimentent l'agriculture traditionnelle. Une bonne partie de cette eau, jadis perdue dans les ruissellements, est actuellement recueillie dans les bassins de rétention pour être utilisée dans l'agriculture de contre-saison.

- **Les eaux de surface :**

Le Diocèse renferme quelques eaux de surface qui se réduisent au lac Tanma, à quelques marigots et mares et des bassins de rétention créés par l'Etat et les ONG. Les eaux de surface sont alimentées par les pluies et leur régime est temporaire. On note également l'existence de vallées fossiles.

- **Les eaux souterraines :**

Le Diocèse de Thiès possède d'importantes nappes souterraines, superficielles et profondes.

✓ **La Nappe des sables du littoral nord** est alimentée par les pluies. Son niveau se situe entre 1 et 10m dans les dépressions et entre 10 et 35m ailleurs. L'eau est généralement de bonne qualité mais l'avancée du sel est perceptible par endroits.

✓ **La Nappe du Paléocène** est présente partout dans la région. Son niveau a fortement baissé. La qualité de l'eau, variable suivant les zones, peut être très salée en certains endroits. La nappe du paléocène est captée par les forages à partir de 150 m.

✓ **La Nappe du Continental** est essentiellement alimentée par les pluies. L'eau est généralement de bonne qualité.

✓ **La Nappe du Maestrichtien** est considérée comme la réserve d'eau la plus importante de la zone. C'est une nappe de bonne qualité captée par les forages entre 200 et 500m.

Les principales sources d'approvisionnement en eau potable sont les puits pour une grande majorité de la population. Par ailleurs, il existe un certain nombre de forages ; on les rencontre souvent au niveau des villages centres. Cependant, le fort taux de fluore dans l'eau constitue un problème majeur surtout dans la zone de Diourbel où il est supérieur à 1,5 mg / litre (norme de l'OMS).

### **1.2.3. Au plan économique**

#### **1.2.3.1. L'agriculture**

L'agriculture occupe une place importante dans la vie des populations du Diocèse. Elle constitue même l'activité principale. En 2000, environ 72% de la population vivait en milieu rural<sup>29</sup>. Les principales spéculations sont : le mil, l'arachide, le niébé et le sorgho. Les sols qui sont en majorité du type Dior, sont reconnus comme assez propices à la culture de l'arachide et du mil. Le mil est également la céréale la plus cultivée, et constitue la base alimentaire des populations de la région.

Le sorgho deuxième spéculation après le mil, est surtout cultivé dans les sols « decks ». Quant au niébé qui était considéré comme culture secondaire, il prend de plus en plus de l'ampleur surtout dans la région de Diourbel. A part ces spéculations, il en existe d'autres à savoir : le manioc, la pastèque qui sont autant de cultures qui gagnent de plus en plus de terrain et participent à l'amélioration des niveaux de revenus des populations.

---

<sup>29</sup> M.T. KASMI et G. SOMDA ; Etude socio-économique du programme hydraulique de la Caritas Thiès ; Juin 2002 : Rapport final

En effet, les céréales occupent environ le 1/3 des sols et la culture arachidière 20%. Cependant, cette monoculture a considérablement appauvri les sols et cela a eu des conséquences négatives sur les rendements qui sont dérisoires d'une année à l'autre. Par ailleurs la zone regorge d'énormes potentialités agricoles. L'horticulture et le maraîchage y sont très développés. Dans ces domaines, il n'en demeure pas moins que les ouvrages hydrauliques ont joué un important rôle. A titre indicatif, la plupart des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas sont à côté de périmètres maraîchers. Ces derniers permettent aux populations de faire des activités maraîchères.

La région de Thiès fournit 30% de la production maraîchère du pays. En outre, la présence du sol argileux dans la région de Thiès surtout dans le Mont Rolland constitue un potentiel maraîcher très important.

Cette zone recèle d'énormes potentialités qui, si elles sont mises en valeur, peuvent booster le développement du secteur. Parmi ces potentialités, nous avons : la disponibilité des terres surtout dans le Mont Rolland, et qui sont très favorables au maraîchage, l'importance des jeunes dans la population active, le développement de la recherche agronomique par l'ISRA (Institut Sénégalais de la Recherche Agronomique) et l'ENCR (l'Ecole Nationale des Cadres Ruraux). Entre autres, il y a la proximité de Dakar et l'existence de marchés potentiels dans la zone qui peuvent faciliter l'écoulement des produits.

### **1.2.3.2. L'élevage**

L'élevage constitue un maillon essentiel dans l'économie des deux régions. Dans la zone de Diourbel, on dénombre 90625 bovins, 331750 ovins et caprins et 75550 équins en 2000. L'élevage est devenu au cours de ces dernières années, à côté du commerce une activité très lucrative et se positionne après l'agriculture. Différentes formes d'élevages sont notées dans la zone. L'élevage intensif occupe une place importante dans cette activité, avec la production laitière et l'embouche. Le système de production extensive domine avec une forte transhumance liée à l'insuffisance des pâturages et des réserves fourragères.

Cependant ce secteur rencontre beaucoup de difficultés qui sont liées à la rareté des points d'eau, au manque d'herbe dû à la rareté des pluies, la cherté des aliments du bétail, mais également le vol accru du cheptel.

## II. Population à l'étude

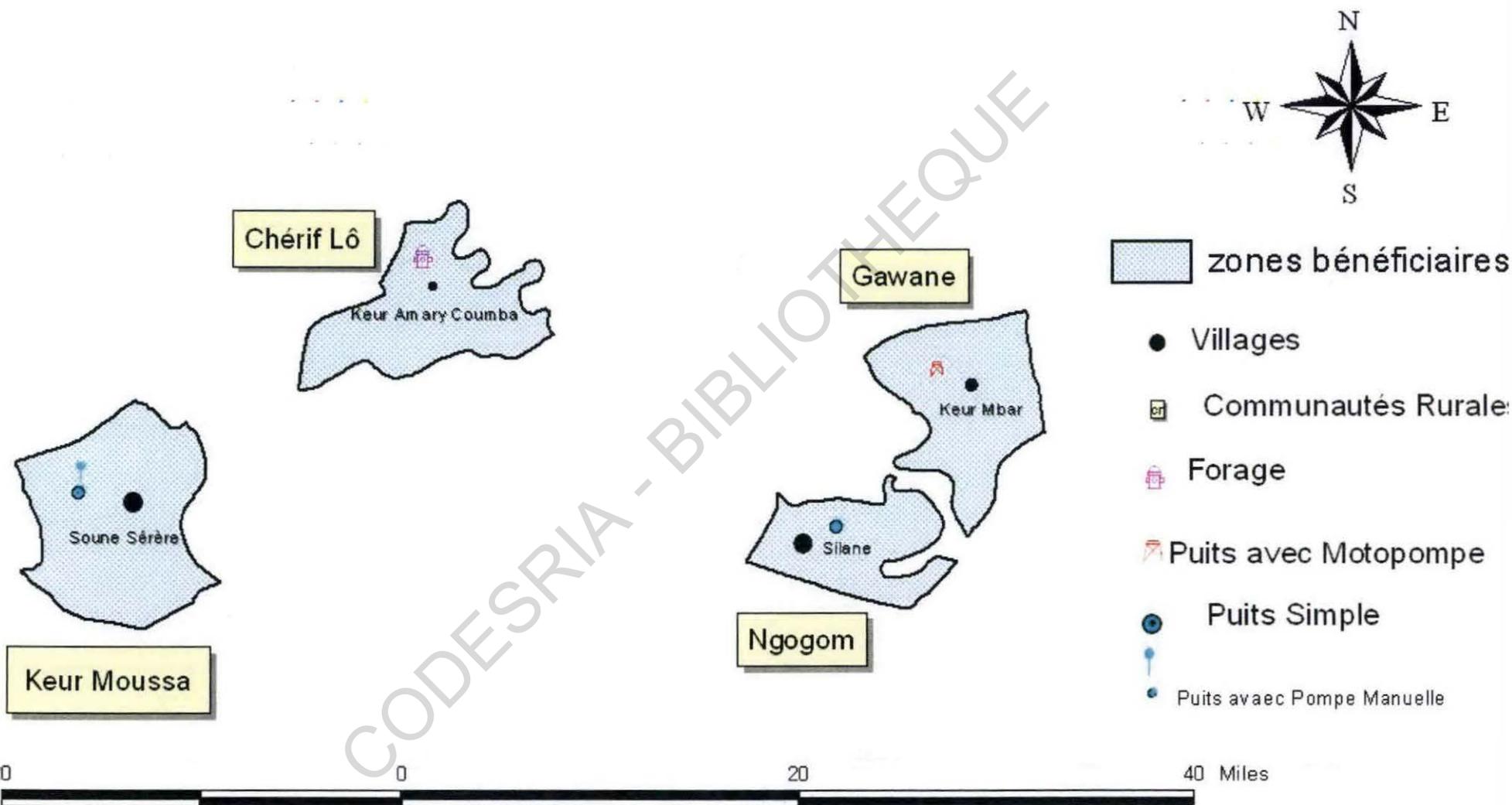
La zone d'étude comprend quatre (4) villages. Il s'agit de Keur Amary Coumba et Soune sérère (dans la région de Thiès) ; de Keur Mbar et Silane (dans la région de Diourbel). Ces villages ont bénéficié d'ouvrages hydrauliques mis en place par Caritas Thiès. Ils diffèrent d'un village à un autre. Pour le village de Keur Amary Coumba, il a bénéficié d'un forage, tandis que Keur Mbar a un puits équipé d'une motopompe. Les villages de Soune Sérère et Silane ont respectivement : un puits équipé d'une pompe manuelle et un puits simple.

**Tableau N° 6.1** : Répartition des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas par village

Département	Arrondissement	Communauté rurale	Villages	Type d'ouvrage	Population (en 2005)	Nombre de ménages
Tivaouane	Pambal	Chérif Lô	Keur Amary	Forage	423	48
Bambey	Lambaye	Gawane	Keur Mbar	Puits avec Motopompe	472	45
		Ngogome	Silane	Puits simple	1413	135
Thiès	Keur Moussa	Keur Moussa	Soune Sérère	Puits avec Pompe Manuelle	758	87

*Source : Mémoire Athanasse SAGNE – ENEA 2008*

# Carte des Equipements Hydrauliques réalisés par la CARITAS THIES



Sources: CSE/DAT ENEA 2008

Réalisation: Ousseynou Mané

## **Chapitre 7 : METHODOLOGIE**

Cette partie explique la démarche que nous avons adoptée dans le cadre de notre recherche. Elle comprend la recherche documentaire, l'échantillonnage, les outils de collecte. Elle permet également de montrer les principales difficultés et limites de l'étude.

### **I. La recherche documentaire**

La revue documentaire concerne particulièrement le recueil des données secondaires. Elle nécessite une fréquentation de centres de documentation. Ainsi notre recherche à ce niveau, s'est effectuée pour une plus grande partie à l'ENEA (entre la bibliothèque principale et celle du département ATEGU), et à la Caritas Thiès.

A l'ENEA, nous avons consulté certains mémoires traitant de l'hydraulique en général, et de celle rurale en particulier. Il y a également d'autres qui ont abordé la question de la participation, et que nous avons jugés important de consulter. Concernant, la documentation au niveau de la Caritas Thiès, elle a été surtout focalisée sur les rapports d'activités, de suivi et d'évaluation des programmes hydrauliques, mais également des documents de projets et autres.

Il y a la bibliothèque de l'ENTSS où nous avons aussi pu avoir une importante quantité d'informations toujours concernant la question de la participation communautaire dans les projets de développement. Le CREPA qui est un centre œuvrant pour le développement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, nous a permis d'avoir des informations dans ce domaine, surtout pour ce qui concerne l'hygiène autour des points d'eau.

### **II. L'échantillonnage**

En se référant à la "**table d'estimation de la taille d'un échantillon**" de **Krejcie** et de **Morgan**, les tailles 300 et 320 de populations correspondent respectivement aux échantillons 169 et 175. Notre univers d'enquête est entre ces deux niveaux : 315

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

ménages. Cependant, pour beaucoup plus de précision nous avons jugé important de maintenir l'échantillon 175.

Ainsi en tenant compte de l'inégalité du nombre de ménages entre les différents villages qui constituent l'univers de notre enquête, notre objectif est que chaque village soit représenté dans l'échantillon en fonction de sa fréquence. Pour cette raison, on a choisi la technique d'échantillonnage stratifié proportionnel. L'approche consiste à respecter le poids de chaque composante de la population. Cela nous amène à calculer la taille de chaque sous échantillon ainsi :

$$\text{Echantillon} = (E / N) * n$$

**E** : Effectif (nombre de ménages du village)

**N** : Effectif total (quatre villages)

**n** : Echantillon total (175)

En effet le tableau suivant détermine la taille des différents échantillons.

**Tableau N° 7.2** : Taille des échantillons par village

VILLAGE	NOMBRE DE MENAGES	POURCENTAGE	TAILLE ECHANTILLON
Soune sérère	87	27%	48
Silane	135	43%	75
Keur Amary	48	15%	27
Keur Mbar	45	14%	25
<b>TOTAL</b>	<b>315</b>	<b>100%</b>	<b>175</b>

*Source : Site du PEPAM*

### **III. La collecte et l'analyse des données**

#### **1. Méthodes de collecte**

Les méthodes de collecte des données que nous avons utilisées sont essentiellement : l'enquête par questionnaire et l'entrevue. L'enquête par questionnaire est la méthode adaptée au recueil des données quantitatives, alors que l'entretien permet de collecter celle qualitatives.

Entre autres méthodes, il y a l'observation directe, qui nous a permis de vérifier certaines données recueillies lors de la collecte des données.

#### **2. Outils de collecte des données**

Les outils que nous avons utilisés lors de la collecte des données doivent être en conformité avec les méthodes. Ce sont : le guide d'entretien et le questionnaire.

##### **➤ Le guide d'entretien**

Cet outil nous a permis de recueillir les données qualitatives. Elle est administrée aux membres des comités de gestion et le personnel administratif des structures ciblées par l'étude. Grâce aux thèmes et questions ouvertes qui le composent, ces derniers ont pu exprimer librement leurs opinions.

##### **➤ Le questionnaire d'enquête ménage**

Ce questionnaire nous a permis de collecter les données quantitatives et qualitatives nécessaires. Il est administré à un membre du ménage. Ce dernier peut être le chef de ménage ou bien son épouse.

#### **3. Analyse et traitement des données**

##### **➤ Le traitement des données**

Le traitement des données quantitatives, s'est effectué à l'ordinateur à partir des logiciels EXCEL, et SPHINX plus<sup>2</sup>.

Pour les données qualitatives, il s'est effectué à travers l'agencement des informations issues des notes prises lors des entretiens structurés, et des entretiens semi structurés.

➤ **L'analyse et l'interprétation des données**

L'analyse des données quantitatives consiste à commenter les tableaux et graphiques issus du traitement des données à partir des logiciels précités. En ce qui concerne les données qualitatives, nous avons fait recours à l'analyse de contenu.

#### **IV. Difficultés et limites de l'étude**

Tout travail scientifique est souvent marqué par un certain nombre de difficultés qui peuvent nuire à son bon déroulement. Ces difficultés peuvent être de plusieurs ordres (temporel, financier, matériel...)

Dans le cadre de notre recherche, la difficulté majeure à laquelle nous nous sommes confrontés, c'est l'indisponibilité de documents relatifs à la dynamique organisationnelle de la population d'étude. De même, le temps qu'on nous avait accordé pour la correction finale du document ne nous permettait plus de faire une descente sur le terrain. Il y a également le fait que nous étions tombés malade durant ce petit délai. Tous ces facteurs expliquent cette insuffisance au niveau de la présentation de la population d'étude.

**T**roisième partie :

**ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES**

## **Chapitre 8 : LES DIFFERENTS ACTEURS DE LA GESTION DES OUVRAGES HYDRAULIQUES**

**Tableau N° 8.3** : Rôles des acteurs de la gestion des ouvrages hydrauliques

<b>Acteurs</b>	<b>Rôles et responsabilités</b>	<b>Observations</b>
<b>Caritas</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisation et l'équipement d'ouvrages hydrauliques</li> <li>➤ Découpage de périmètres maraîchers</li> <li>➤ Animation au sein des villages</li> <li>➤ Promotion d'activités génératrices de revenus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Toutes ces actions concernent les quatre villages.</li> </ul>
<b>CR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Apporter un appui aux comités de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Seul le CG de Keur A Coumba est soutenu par la CR à travers « la mutuelle eau ».</li> <li>➤ La communauté rurale va verser la somme de 1100000 F.CFA</li> </ul>
<b>LVIA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Création d'une mutuelle eau pour 11 comités de gestion dans la Communauté rurale de Chérif Lô.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le CG de Keur A. Coumba fait partie de cette mutuelle eau</li> <li>➤ La LVIA versera la somme de 1100000 F.CFA</li> </ul>
<b>Rotary Club</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Equipement du puits en pompe et groupe électrogène</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Cette action concerne le village de Silane</li> </ul>

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

fonctionnement du Comité de Gestion échappe à la Communauté Rurale. Ce Comité fait partie aussi des membres d'une cellule appelée « mutuelle eau ». Cette dernière est une initiative de la LVIA en collaboration avec la Communauté rurale de Chérif Lô. L'objectif est de permettre aux comités membres d'avoir un compte au niveau de la PAMECAS de Tivaouane, qui leur permettra de régler les pannes du matériel d'exhaure. Il s'agit d'un collectif de 11 comités de gestion. Chaque comité doit verser la somme de 100000 F. CFA. La communauté rurale et la LVIA, doivent chacune verser 1100000 F.CFA.

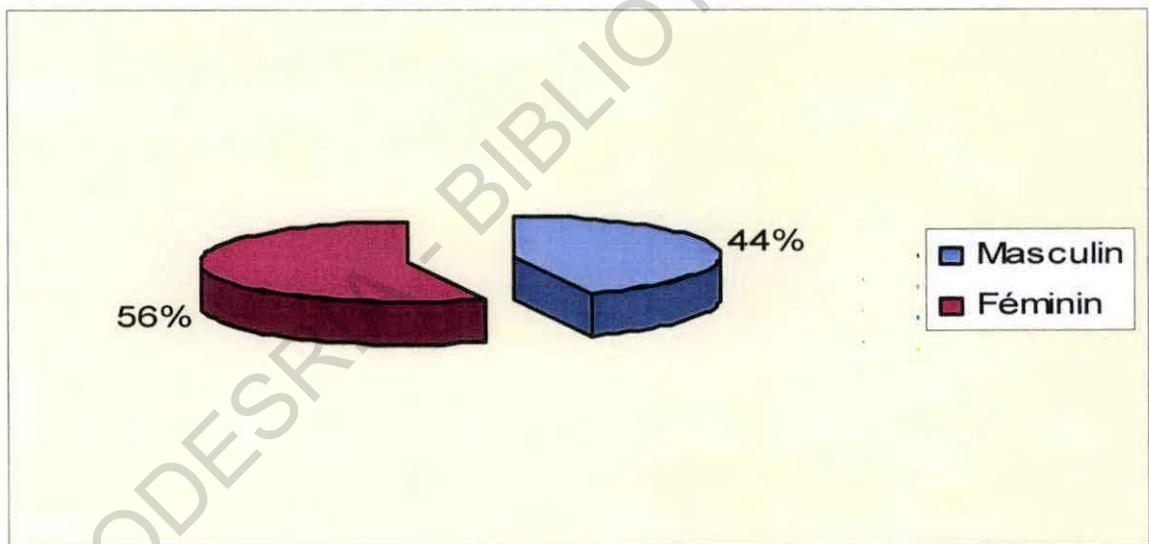
L'hydraulique villageoise étant donc un vaste champ, chaque acteur peut jouer pleinement son rôle dans la gestion. Toutefois, une bonne coordination entre ces acteurs est beaucoup plus bénéfique pour les populations et entraîne une bonne gestion de ce secteur.

## **Chapitre 9: ANALYSE DE LA PARTICIPATION** **DE LA POPULATION DANS LA GESTION**

### **I. Caractéristiques de la population enquêtée**

Dans cette partie, il s'agit de montrer les caractéristiques de la population étudiée. Ainsi nous allons nous référer à un certains nombre de critères à savoir : le sexe, l'âge et l'ethnie. Ces différents critères permettent de justifier la fiabilité des données, mais également d'avoir un certain aperçu sur la zone.

**Diagramme N° 9.1** : Répartition par sexe de la population enquêtée



**Source** : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008

A travers ce diagramme, nous pouvons constater que la population à l'étude est marquée par une prédominance féminine (56%). Cette situation est due au fait que l'exode rural est très développé dans la zone. Elle touche en grande partie les hommes. Cependant, on note des disparités. De ce fait, les villages de Soune Sérère et Keur Mbar sont beaucoup plus concernés par ce phénomène. La raison principale c'est la proximité de l'un de la ville de Thiès, et de l'autre de Touba et Bambey.

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

<b>PAMECAS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Assurer la sécurisation des fonds de la mutuelle eau</li> <li>➤ Assurer le financement des comités de gestion pour le dépannage des matériels d'exhaure.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le CG de Keur A. Coumba comme tous les autres devra verser la somme de 100000 F.CFA</li> </ul>
<b>Populations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Paiement du service de l'eau</li> <li>➤ Gestion des ouvrages</li> <li>➤ Participer à la vente de l'eau</li> <li>➤ Elire les membres du comité de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Seul le village de Silane ne procède pas à une vente de l'eau</li> <li>➤ Les usagers jouent un rôle fondamental dans la pérennisation des actions du comité de gestion.</li> </ul>

**Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008**

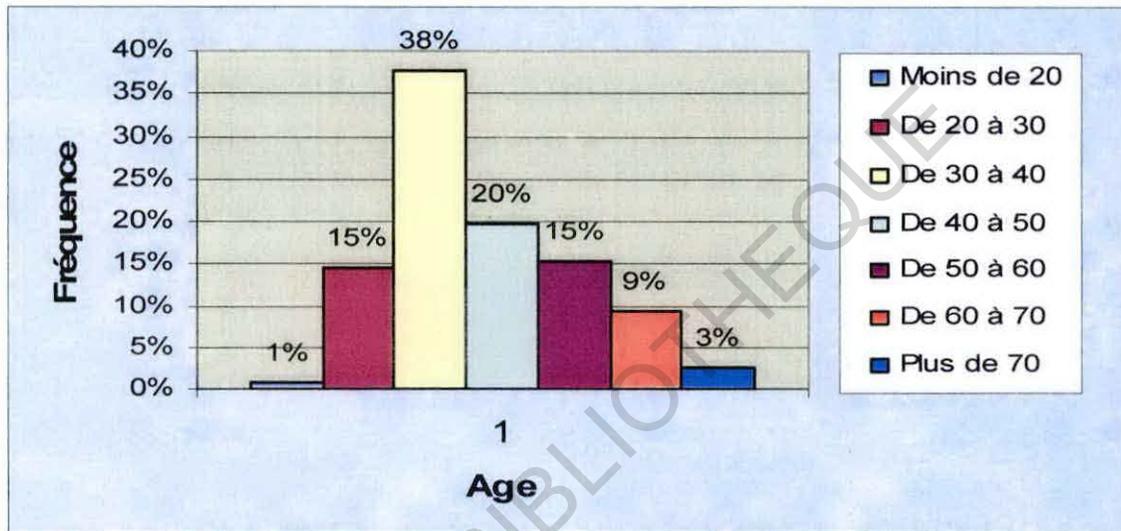
La gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas regroupe un certain nombre d'acteurs. La Caritas de Thiès reste l'acteur principal à part la population. Le programme hydraulique de la Caritas est souvent accompagné d'un volet promotion agricole. C'est pourquoi à chaque fois qu'un ouvrage est mis en place, on aménage une parcelle à côté. Cette parcelle doit permettre à la population de pratiquer le maraîchage. De ce fait, les revenus tirés de cette activité devraient permettre de couvrir les frais d'entretien et de fonctionnement de l'ouvrage.

Mais malheureusement, cet objectif est loin d'être atteint. Dans l'ensemble des points d'eau étudiés, à l'exception de Keur Mbar, les parcelles maraîchères sont inexploitées. Par ailleurs, il y a la promotion d'activités génératrices de revenus dont les principales sont l'embouche et le petit commerce. Le petit commerce s'inscrit dans le volet promotion féminine. Il s'agit d'un petit crédit octroyé aux femmes du village de Soune sérère. Ce fond leur permet de pratiquer des activités génératrices de revenus, afin de développer leur autonomie financière. La formation permet aux membres des comités de gestion d'améliorer leurs capacités en gestion.

De tous les points d'eau enquêtés, un seul bénéficie de l'appui de la Communauté Rurale. Il s'agit du village de Keur Amary Coumba. Dans les autres, le

Une autre raison qui justifie toujours cette prédominance, est que l'étude s'est déroulée en plein hivernage, donc la presque totalité des hommes sont occupés par les travaux champêtres.

**Graphique N° 9.1** : Répartition par âge de la population enquêtée



*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

L'âge de la population à l'étude est compris entre 18 ans (minimum) et 78 ans (maximum). En effet, seul 1% des enquêtés ont moins de 20 ans. De même, 15% seulement ont eu un âge compris entre 20 et 30 ans. Cela prouve toujours l'absence des jeunes et des adolescents dans la zone. Quant à la tranche d'âge de 30 à 40 ans, elle domine avec 38%. Le reste de la population a un âge supérieur ou égal à 40 ans. Ce constat nous amène à conclure que la population étudiée est constituée en majorité d'adultes. D'ailleurs, la moyenne d'âge qui est égale à 41,72 ans explique ce constat.

**Tableau N° 9.4** : Ethnie de la personne enquêtée

<b>Ethnie</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Wolof	21	12%
Sérère	149	85%
Pular	5	3%
Autre	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>100%</b>

*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

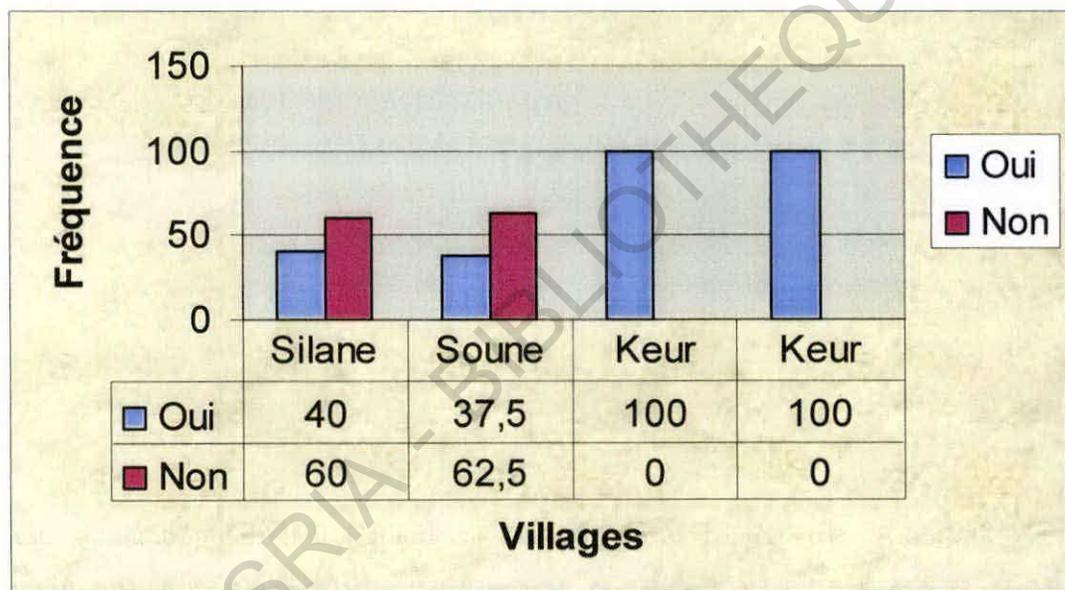
La zone d'intervention de la Caritas diocésaine de Thiès, est dominée par les sérères. En se référant à ce tableau, on voit que ces derniers occupent les 85% des enquêtés, ce qui dépasse largement la moyenne. Ces 85%, on les retrouve dans les villages de Soune sérère, de Keur Mbar et de Silane. Cependant cette ethnie connaît encore différents dialectes qui varient d'un village à un autre. A Silane et à Keur Mbar, on retrouve les Sérères sine à Soune Sérère, les « palor palor ».

Par ailleurs les autres ethnies sont essentiellement les wolofs (12%) et les Pulars (3%). Ces derniers se trouvent dans le village de Keur Amary Coumba.

## II. L'accès aux ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès

L'accès aux ouvrages hydrauliques constitue un paramètre important. Cette analyse va tenir compte des aspects suivants : la fréquentation des ouvrages, la distance parcourue pour avoir de l'eau et le temps mis.

**Graphique N° 9.2** : Fréquentation des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès



*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

D'une manière générale, la fréquentation des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas Thiès est bonne. Dans certains villages (Keur Amary Coumba et Keur Mbar), on constate que 100% de la population fréquentent ces ouvrages. Tandis qu'à Soune sérère et à Silane, le nombre de ceux qui ne fréquentent pas ces ouvrages est plus important. Les raisons qui sont à l'origine de cette faible fréquentation sont assez diverses. A Soune sérère, lourdeur de la pompe manuelle pose d'énormes difficultés aux femmes, ce qui fait que seules les populations qui habitent à côté du puits le fréquente.

A Silane, les bornes fontaines réalisées par la World Vision ont provoqué un abandon décisif du puits de Caritas par les populations. Ces adductions sont faites à partir du forage de Bambey Sérère. Aujourd'hui, presque tous les hameaux du village sont

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

desservis. Sept (07) sur les huit (08) hameaux qui composent le village ont chacun une borne fontaine. Par ailleurs, cette non fréquentation du puits de Caritas par certains ménages est liée l'emplacement du puits. Ce dernier est très éloigné des autres hameaux. Ce ne sont donc que les ménages qui sont à côté de l'ouvrage qui le fréquentent.

Une autre raison, est liée à l'existence d'autres puits dans les autres hameaux qui sont réalisés par les populations avec l'appui de la Communauté Rurale (CR) de Ngogome ou d'une personnalité. Cependant, notons que le puits réalisé par Caritas Thiès n'est pas fait uniquement pour assurer l'approvisionnement des populations en eau potable.

**Tableau N°9.5** : Distance parcourue pour avoir de l'eau

Villages	moins d'un (1) km	un (1) km	Plus d'un (1) km	Total (enquêtés)
Silane	100%	0	0	100%
Soune sérère	100%	0	0	100%
Keur Amary Coumba	100%	0	0	100%
Keur Mbar	100%	0	0	100%

*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

Dans cette zone, d'une manière générale, le problème d'accès à l'eau ne se pose plus. L'ensemble des ménages enquêtés parcourent moins d'un (1) kilomètre pour avoir de l'eau. Mais seulement il faut préciser que d'autres acteurs comme la World Vision, les Communautés Rurales ont joué un important rôle dans cette lutte pour l'accès à l'eau. N'oublions pas également les efforts fournis par la population qui se sont manifestés par leur participation physique ou financière dans la réalisation des ouvrages. Malgré ces efforts, ces populations ne cessent d'évoquer une perte de temps lors de la fréquentation de ces ouvrages.

**Tableau N°9.6 : Temps mis pour avoir de l'eau**

Villages	moins de 30mn	près de 30mn	plus de 30mn	Total
Silane	86%	14%	0%	100%
Soune Sérère	47%	34%	19%	100%
Keur Mbar	71%	29%	0%	100%
Keur A. Coumba	22%	33%	44%	100%

*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

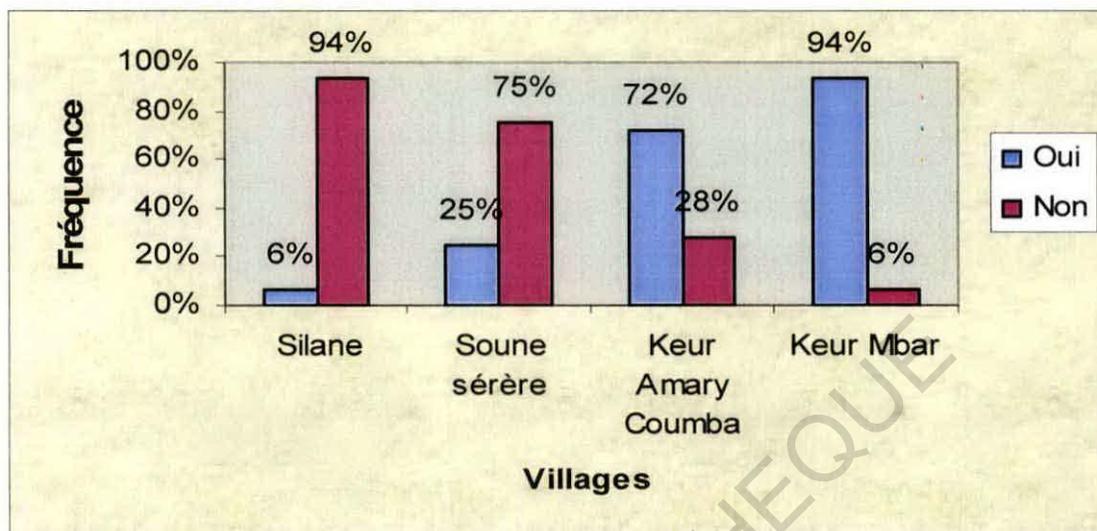
Le temps mis pour avoir de l'eau varie d'un village à un autre. A Keur A. Coumba 44% des enquêtés ont estimé ce temps à plus de 30mn et 33% sont en faveur de 30mn. Ce temps mis aux ouvrages est dû à l'insuffisance des bornes fontaines et l'inexistence de branchements privés dans ce village. Ainsi pendant les moments de vente de l'eau surtout le matin et le soir, il y a souvent une ruée vers ces ouvrages.

Quant à Soune sérère, 34% ont estimé leur temps à près de 30mn et 19 autres à plus 30mn. Les raisons évoquées par ces dernières, sont liées à complexité de la pompe manuelle. D'après les femmes qui sont en grande partie celles qui fréquentent l'ouvrage, la pompe est très lourde. Ainsi rien que pour remplir une bassine d'eau, il faut tourner la pompe pendant longtemps. Cet exercice demande beaucoup de temps, mais aussi une certaine force.

A silane par contre, d'une manière générale les populations font moins de 30mn pour avoir de l'eau. Les raisons de cette rapidité d'accès aux ouvrages hydrauliques, sont évoquées dans les pages précédentes. Elles sont relatives aux travaux d'adduction d'eau potable (sept (7) bornes fontaines) de la World Vision.

A Keur Mbar on remarque également que les 72% des enquêtés font moins de 30mn pour avoir de l'eau. Quant aux 29% restants, ils ont estimé ce temps à prêt de 30mn. En effet ces derniers pensent que cette perte de temps est due à l'inexistence des branchements privés.

**Graphique N° 9.3 :** Perte de temps lors de la recherche de l'eau



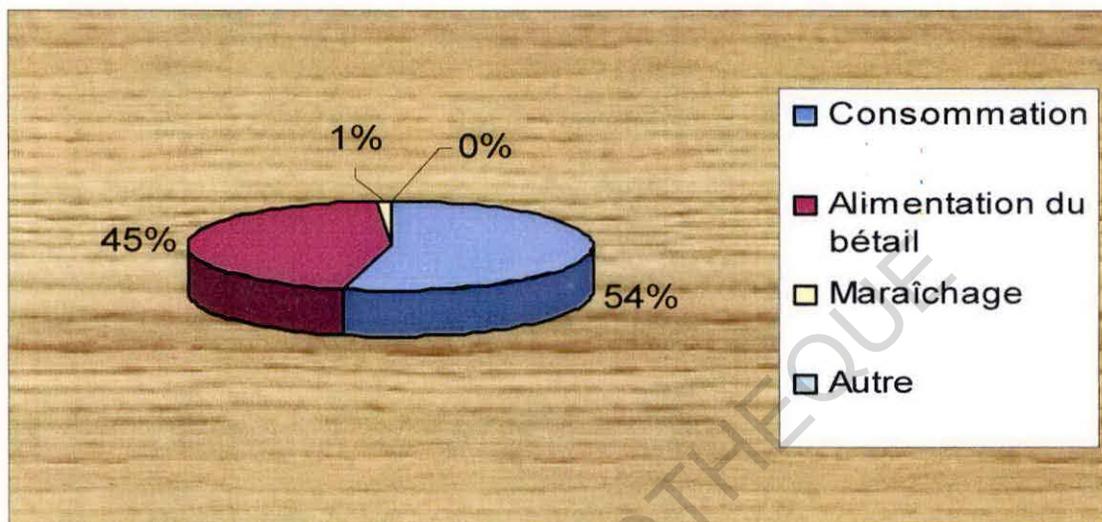
Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008

Au regard du graphique, deux disparités se manifestent. A Silane et à Soune sérère, les populations croient qu'elle ne perdent pas du temps lors de la recherche de l'eau. Par contre dans les deux autres qui restent, les populations constatent le contraire.

A Silane, ceux qui ont évoqué une perte de temps se situent dans un hameau « kam ndick » où les travaux d'adduction sont en cours d'exécution. Dans les autres ce problème ne se pose plus. Quant à Soune sérère, cette perte est évoquée par les habitants du hameau où se trouve le puits car ce sont eux qui fréquentent le plus cet ouvrage.

### III. Les différentes activités liées à l'eau

**Diagramme N° 9.2 :** Les différentes utilisations faites de l'eau



*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

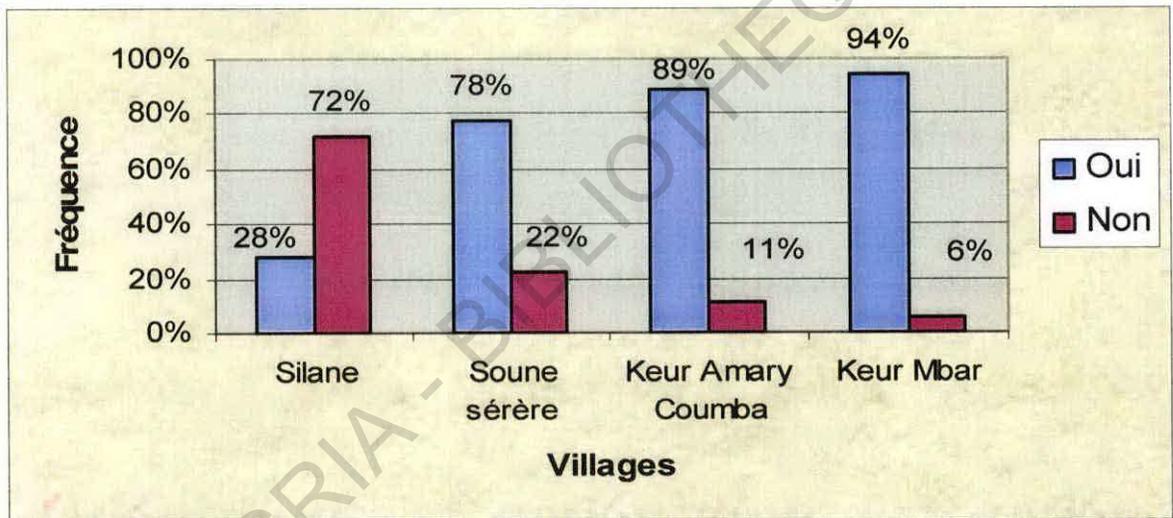
L'utilisation de l'eau des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas est dominée par la consommation humaine (54%) et animale (45%). Le maraîchage autour des ouvrages est presque insignifiant. Il n'occupe que 1% des ménages. Ces 1% on les trouve dans le village de Keur Mbar. Il s'agit d'un ménage qui exploite une parcelle à partir de l'eau du puits réalisé par Caritas. Un certain nombre de facteurs expliquent cette situation. A Soune sérère, les femmes avaient commencé à exploiter la parcelle, mais du fait de la lourdeur de la pompe, elles ont dû abandonner. A Silane par contre, d'après les informations données par les membres du comité, chaque année les membres du comité se mobilisent pour exploiter la parcelle. Ces derniers ont constaté que le champ contient des termites qui sont très nuisibles à la plante. En plus la clôture du périmètre maraîcher est incapable d'empêcher les animaux qui divaguent de pénétrer dans la parcelle. Ils ont même souligné que le champ contenait de petits manguiers qui commençaient à croître, mais du fait de ces raisons évoquées, ces plantes ont dû disparaître.

Dans les autres villages Keur Mbar et Keur A. Coumba, les habitants déplorent l'insuffisance de l'eau des ouvrages réalisés par Caritas Thiès pour couvrir les besoins en maraîchage.

## IV. Les effets de l'animation sur la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques

L'animation comme outil de mobilisation sociale, est indispensable pour provoquer la participation de tout un chacun dans la gestion communautaire des ouvrages hydrauliques. Elle doit avoir des effets sur la composition des comités de gestion, le paiement de l'eau, la participation aux réunions du comité de gestion ainsi qu'aux AG.

**Graphique N° 9.4 :** Participation des populations aux séances d'animation

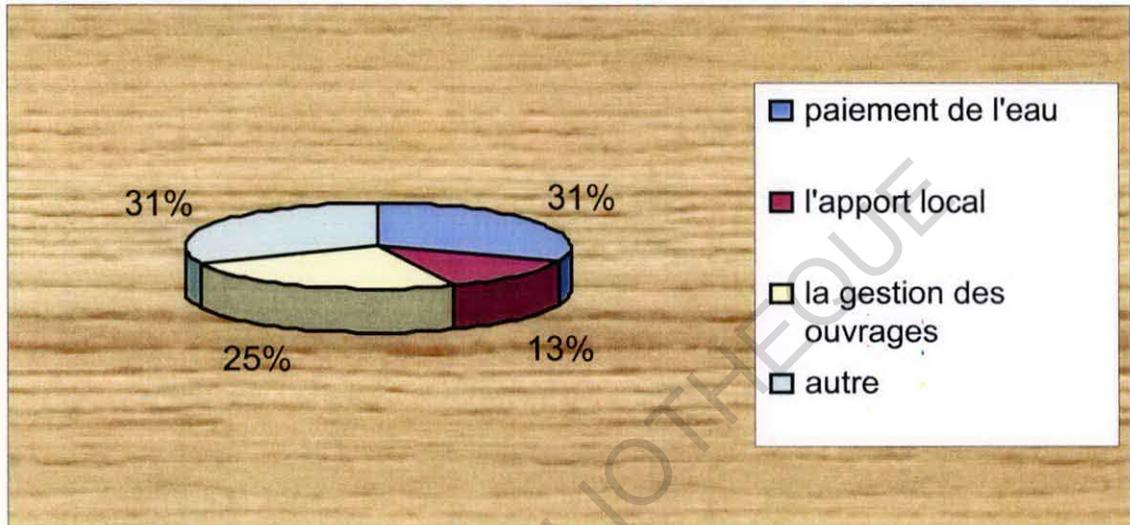


**Source :** Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008

Le nombre total de ceux qui ont au moins une fois assisté à une séance d'animation de Caritas Thiès est égal à 61% des personnes enquêtées. Ceci nous permet de dire que la participation de la population aux séances d'animation est bonne. Seul dans le village de Silane la participation aux séances d'animation est faible. Dans les autres par contre, l'écrasante majorité des enquêtés affirme avoir assisté aux séances d'animation.

L'analyse des thèmes développés et les catégories représentées permettra de voir si l'animation a produits des effets significatifs.

**Diagramme N° 9.3** : Les thèmes développés pendant les séances d'animation



*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

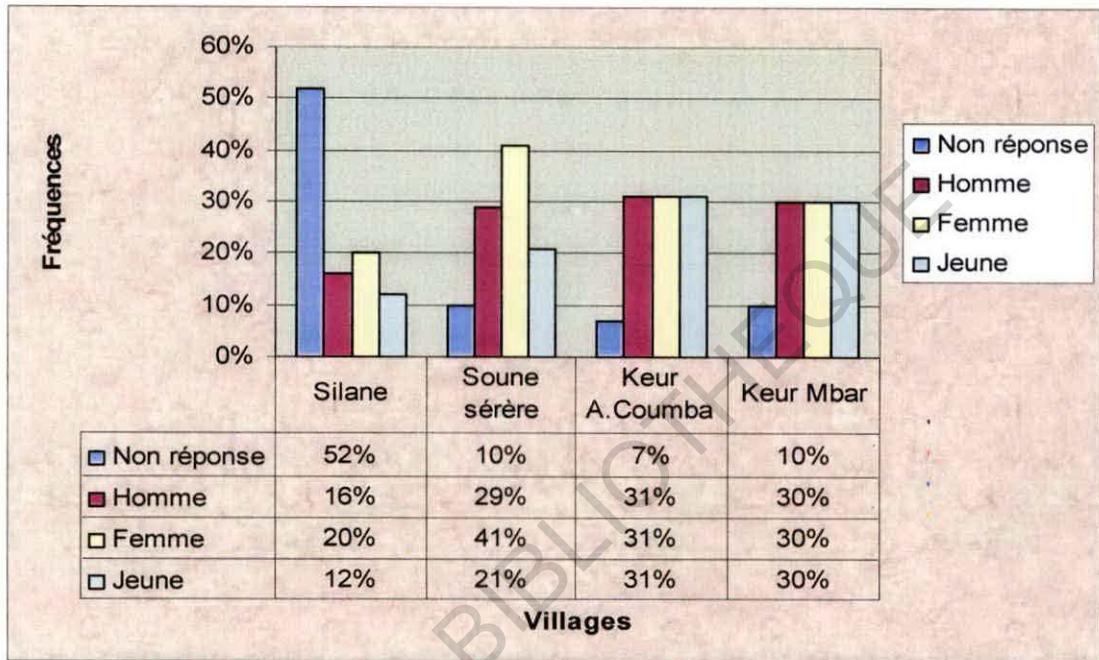
Parmi les thèmes développés lors des séances d'animation, nous avons le paiement de l'eau et autre (constitué surtout par les activités génératrices de revenus) qui dominent. Ces thèmes occupent chacun 31% des réponses. Ensuite il y a la gestion des ouvrages avec 25%. Et enfin l'apport local 13%. Nous précisons que l'apport local n'est rien d'autre que la participation financière que la population bénéficiaire de l'ouvrage hydraulique doit apporter pour la réalisation de l'ouvrage. Il varie entre 15 et 20% du coût de réalisation de l'ouvrage.

Motiver les populations à payer le service de l'eau est un facteur important. Sans cela, il sera difficile d'avoir une couverture des charges. Quant aux activités génératrices de revenus, elles concernent l'embouche, le maraîchage.

Par ailleurs, Caritas a mis en place un petit fond de crédit pour les femmes du village de Soune sérère. Le montant global de ce crédit varie entre 100000 et 1000000 F CFA. Ce qui fait que chaque femme va se retrouver avec au moins 5000F CFA. Cette somme est remboursable dans une période de 6 mois avec un Taux d'intérêt mensuel égal à 5%. Si une femme reçoit 5000F.CFA, son taux de remboursement s'élèvera à 6500. De même chaque femme est obligée de faire une épargne mensuelle de 100F

CFA. N'oublions pas que les frais d'adhésion aux groupements s'élèvent à 1000F.CFA.

**Graphique N° 9.5 :** Les catégories représentées lors des séances d'animation

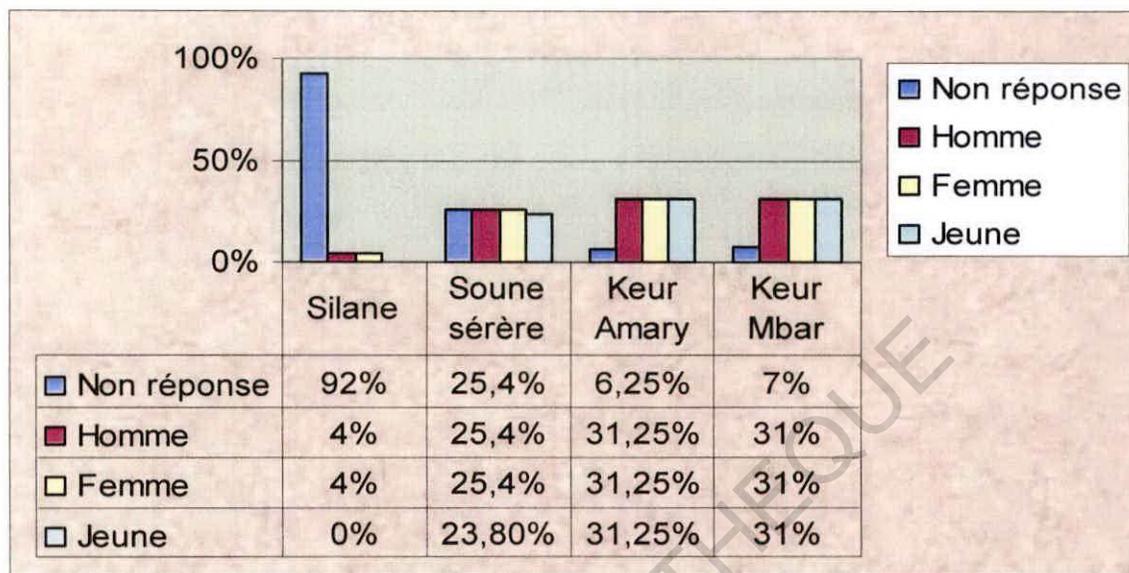


**Source :** *Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

Toutes les couches qui composent la population sont représentées lors des séances d'animations. Mais on note une prédominance des femmes. Ces dernières sont en quelque sorte les plus concernées par le problème d'eau. Cette attitude fait qu'elles ne négligent aucune action s'inscrivant dans ce domaine. Cette forte présence des femmes lors des séances d'animation est due aussi au phénomène migratoire que nous avons évoqué antérieurement. La majeure partie des hommes étant en villes, donc elles sont obligées de s'investir dans la lutte pour le développement de leur localité. L'autre raison, est liée au fait que Caritas œuvre aussi pour la promotion de la femme. Ainsi à travers les activités génératrices de revenus, elle essaye de les regrouper, de faire des séances d'animation pour elles, mais aussi de les former et les octroyer de petits crédits.

Cependant à travers ce diagramme, on note des non réponses. Ce sont en quelque sorte des individus qui n'ont jamais assisté à une séance d'animation faite par un agent de la Caritas. La plupart de ces gens affirment avoir été absents.

**Graphique N° 9.6 :** Catégories qui ont assisté à l'AG



*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

L'Assemblée Générale consiste à élire les membres du comité de gestion. Pour que cette élection soit beaucoup plus démocratique, il faut que toutes les couches qui composent la population soient représentées. Ainsi au regard du graphique, on constate que dans les villages de Keur Amary Coumba, de Keur Mbar et de Soune sérère, cette représentativité s'est réalisée. L'on peut considérer cette mobilisation comme une résultante des effets des séances d'animation.

Quant à Silane, on note une très faible participation des populations à l'AG. Cette situation s'explique par le fait que les populations de cette localité ne sont pas du tout organisées. La répartition géographique du village fait partie également des facteurs qui jouent sur ce manque d'organisation de cette population.

**Tableau N°9.7** : Le paiement de l'eau

Dépense journalière en eau	Fréquence	Pourcentage
Moins de 80 F	10	21%
De 80 à 120 F	19	40%
De 120 à 160 F	11	23%
De 160 à 200 F	2	4%
De 200 à 240 F	2	4%
De 240 à 280 F	1	2%
Plus de 280 F	2	4%
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>100%</b>

*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

Après la réalisation des ouvrages hydrauliques, c'est le système de cotisation qui a été mis en place. Seulement, ce dernier ne permettait pas d'assurer une bonne couverture des charges. C'est ainsi que la vente par volume a pris place.

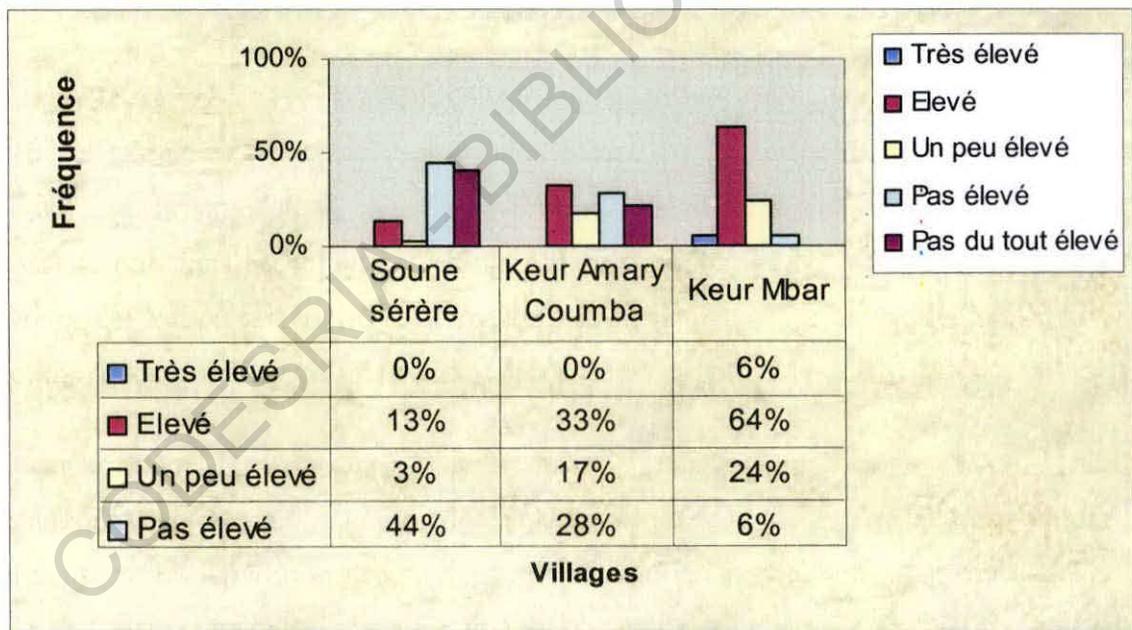
Il n'existe pas de compteurs pour mesurer le volume d'eau. Toutefois, une autre méthode de quantification, à savoir la bassine ou bien le seau est mise en place. Ainsi dans les villages de Soune sérère de Keur Mbar et Keur Amary Coumba, la bassine est vendue à 10F CFA, et le seau à 5F CFA. Notons qu'à Silane, l'accès au puits réalisé par Caritas est gratuit.

En moyenne, la dépense journalière d'un ménage en eau est égale à 115,74 F CFA. Seul 21% des ménages ont une dépense journalière en eau inférieure à 80 F. CFA, avec au minimum 40 F.CFA. Les 79% qui restent ont une dépense supérieure ou égale à 80 F. CFA, avec un maximum de 300 F. CFA. Le niveau de paiement de l'eau est d'une manière générale acceptable. Seulement dans certains villages, il y a des facteurs qui font que les populations préfèrent aller vers d'autres sources. Ces facteurs, nous les avons cités dans les pages précédentes. Ce sont : l'éloignement, la perte de temps constatée lors du puisage, et la complexité de la pompe manuelle de Soune Sérère.

Ce niveau de paiement a eu des effets sur les caisses des comités de gestion. D'une manière générale les caisses sont dérisoires, et ne permettent même pas de couvrir les grandes pannes des matériels d'exhaure. En fin juin 2008, le comité de gestion de Keur Amary Coumba a fait des revenus estimés à 300000 F CFA. Quant aux revenus de Keur Mbar ils sont estimés 80000 F CFA.

Cependant les membres des comités de gestion de Keur Mbar et Keur Amary Coumba pensent que seule le fonçage des puits si les conditions hydrogéologiques le permettent, peut rendre la vente de l'eau beaucoup plus rentable. Ainsi les populations vont faire des branchements individuels. En plus le maraîchage va commencer à se développer.

**Graphique N° 9.7 :** Appréciation sur la tarification de l'eau



*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

Les ménages qui considèrent le prix de l'eau comme chère sont en quelque sorte ceux qui ont un niveau de consommation assez élevé. Ces ménages utilisent l'eau des ouvrages pour consommation domestique, mais aussi pour l'abreuvement du bétail. La plupart de ces ménages ont une dépense journalière supérieur à 100F CFA.

## **V. Composition des comités de gestion**

### **1. Le comité de gestion de Keur Mbar**

Le comité de gestion de Keur Mbar est créé en 2007, alors que le puits existe depuis 2004. Son bureau est composé de 08 membres dont 05 femmes et 03 hommes. Les postes de Président et son adjoint, de trésorier et son adjoint ainsi que de secrétaire sont occupés par des femmes. Tandis que l'adjoint du secrétaire, le commissaire au compte et le conducteur sont des hommes. Entre autres membres du comité, il y a les fontainiers qui assurent la vente de l'eau. Cette vente se fait à tour de rôle. En général ce sont les femmes du village qui l'assurent.

Le comité de gestion de Keur Mbar est marqué par une prédominance des femmes. Cette attitude montre une motivation de ces dernières. Cette entrée massive des femmes dans le comité est due à deux choses.

D'une part elle est une exigence de la Caritas. Dans sa stratégie, Caritas prône en quelque sorte la promotion de la femme. Ainsi au niveau du comité de gestion, elle recommande aux populations de prendre en compte les femmes. Parmi ces dernières, deux au moins doivent figurer dans le bureau.

D'autre part, cette attitude résulte d'une prise de conscience de la part des femmes des conséquences de l'immigration, d'où la nécessité de prendre en charge les questions liées au développement du village.

### **2. Le comité de gestion de Silane**

Le village de Silane bénéficie d'un puits simple réalisé par Caritas en 1997. Ce dernier était mis en place dans l'optique de favoriser l'approvisionnement des populations en eau potable, mais également de permettre le développement des activités maraîchères. Il se situe dans une parcelle de près de 1,5 ha. Ce puits a connu deux comités dont le plus récent est mis en place en 2006. Il est composé de 07 membres. Parmi ces derniers, il existe deux femmes qui occupent les postes de vice président et de trésorier. Dans ce comité, le président, le secrétaire sont instruits.

### **3. Le comité de gestion de Keur Amary Coumba**

Le forage de Keur Amary Coumba date de 1997. Au début c'était un puits équipé d'une pompe manuelle. Il n'y avait pas de comité de gestion. Ce n'était que deux femmes motivées qui étaient chargées de collecter les cotisations mensuelles. En effet, le tarif était fixé à 100 F CFA par personne. Ce n'est qu'à partir de 2002 qu'un comité a été constitué pour assurer la gestion de l'eau. Dès lors, la vente de l'eau par volume a pris la place du système de cotisation. Ce passage d'un système à l'autre est dû au fait que le gaspillage de ce liquide précieux était énorme.

Le comité a un bureau composé de 09 membres dont deux sont des femmes. Ces dernières occupent les postes de secrétaire et son adjoint. Au sein du comité, on note que la plupart des membres savent lire et écrire. En plus le président et le trésorier sont instruits. Les rôles des différents membres sont maîtrisés.

### **4. Le comité de gestion de Soune sérère**

Le village de Soune sérère bénéficie d'un puits équipé d'une pompe manuelle. Ce puits a été creusé et équipé en 2002. Mais ce n'est qu'en 2007 que le comité a vu le jour suite à une recommandation de la Caritas. Cette structure de gestion comme toutes les autres comprend un bureau et les autres membres qui sont les fontainières. Ce bureau est composé de 07 membres dont 01 homme et 06 femmes. A l'image du comité de gestion de Keur Mbar, on note qu'à Soune sérère, la gestion est assurée par les femmes. Les causes sont d'ordre migratoire. L'immigration dans ce village est beaucoup plus accentuée. L'analphabétisme touche encore la plupart des membres.

D'une manière générale, la gestion des ouvrages hydrauliques de Caritas Thiès a vu une participation massive des femmes. Les raisons de cette participation sont en grande partie due à l'absence des hommes, du fait de l'immigration mais c'est un critère recommandé par Caritas. Il y'a aussi les effets des séances d'animation faites par Caritas dans la localité. Seulement, il faut noter l'absence des jeunes dans ces structures, toujours due au phénomène migratoire.

## **VI. Les effets de la formation des membres des bureaux des comités de gestion et des conducteurs**

La formation des membres des bureaux des comités de gestion concerne les présidents, les trésoriers et les secrétaires. Ces formations sont dans la plupart du temps de courtes durées (un à deux jours) et sont assurées par les directions de l'hydraulique rurale de Diourbel (pour les villages de Silane et Keur Mbar) et de Thiès (pour Soune Sérère et Keur Amary Coumba). Ces formations portent sur la comptabilité (pour les trésoriers), la sensibilisation, la gestion des ouvrages, l'organisation des réunions et des AG.

Quant à la formation des conducteurs, elle est toujours assurée par ces Directions et prennent souvent plusieurs jours. Elles portent sur les aspects techniques, à savoir : la maintenance, le réglage des moteurs, l'hygiène...

**Tableau N° 9.8** : Appréciation sur la gestion des ouvrages hydrauliques

<b>Village</b>	<b>très bonne</b>	<b>Bonne</b>	<b>Assez bonne</b>	<b>Pas bonne</b>	<b>Non réponse</b>	<b>Total</b>
Silane	0	10	27	36	2	75
Keur Mbar	2	21	1	1	0	25
Keur A. Coumba	0	27	0	0	0	27
Soune Sérère	4	38	0	0	6	48
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>96</b>	<b>28</b>	<b>37</b>	<b>8</b>	<b>175</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>3,4%</b>	<b>55%</b>	<b>16%</b>	<b>21%</b>	<b>4,6%</b>	<b>100%</b>

*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

Ce tableau montre d'une manière générale que la gestion des ouvrages hydrauliques est bonne. 55% des enquêtés l'ont affirmée. Cependant 21 % ont soutenu que cette gestion n'est pas bonne. Ces réponses sont localisées en majorité dans le village de Silane. Dans ce village, la plupart des populations ignorent même l'existence du

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

comité de gestion. D'ailleurs, deux (2) personnes ont préféré ne pas répondre. L'hygiène autour du puits n'est pas du tout développée.

Par ailleurs à travers ce même tableau, nous pouvons voir que Keur Mbar et Keur Amary Coumba font une bonne gestion de leurs ouvrages. D'ailleurs 100% des personnes enquêtées dans le village de Keur A. Coumba affirment que le comité gère bien le forage. Cet engagement de la part du comité se justifie par la volonté et le courage des femmes. L'hygiène autour des points d'eau est acceptable dans l'ensemble, sauf dans le village de Silane.

**Tableau N° 9.9** : Nombre de personnes qui ont vécu à une panne du matériel d'exhaure

<b>Villages</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Total</b>
Silane	0	75	<b>75</b>
Keur Mbar	13	12	<b>25</b>
Keur A. Coumba	27	0	<b>27</b>
Soune Sérère	24	24	<b>48</b>
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>111</b>	<b>175</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>36,6%</b>	<b>63,4%</b>	<b>100%</b>

*Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008*

Au regard du tableau, on constate que dans le village de Silane, 100% des ménages enquêtés n'ont pas vécu une panne de la pompe. Cette situation s'explique par deux faits. Premièrement, le matériel d'exhaure qui est destiné au maraîchage, n'a pas fonctionné assez longtemps. Pour cause les populations ont abandonné la parcelle. Pour le groupe électrogène, il est loué à des particuliers.

A Keur Mbar, 13 parmi les 25 ont eu à vivre une panne de la motopompe. Ces derniers affirment que cette panne n'a pas duré. Elle était liée au tuyau qui amène l'eau vers le château d'eau. Ce tuyau déversait l'eau vers le sol. Quant à Keur Amary Coumba, toutes les 27 personnes enquêtées ont affirmé que les pannes du forage

étaient très fréquentes. Elles sont au nombre de trois. D'ailleurs la dernière a fait plus de deux mois. Ces pannes étaient liées à la vétusté du matériel d'exhaure.

Cependant, avec l'appui de la Caritas de Thiès, elles ont obtenu un nouveau moteur en Mars 2008. Les modalités d'acquisition de ce nouveau moteur sont les suivantes. Caritas a versé 1950000F.CFA dont les 1000000F.CFA sont sous forme de prêt au comité de gestion, et les 950000F.CFA constituent une subvention. Quant au comité de gestion, il a versé comptant la somme de 1000000F.CFA. Donc le prix du moteur s'élève à 2950000F.CFA. Ce dernier doit normalement faire l'objet d'un bon entretien, car aucune nouvelle panne n'a été enregistrée depuis son acquisition.

A Soune Sérère, 16 personnes ont eu à assister à une panne du matériel d'exhaure. Il faut reconnaître que celles-ci habitent dans le hameau où se situe le puits. Les autres 16 ignorent complètement ce qui se passe au niveau du puits.

## VII. Contraintes et atouts des comités de gestion

**Tableau N° 9.10** : Contraintes et atouts liés à la gestion des ouvrages

<b>Villages</b>	<b>Contraintes</b>	<b>Atouts</b>
<b>Silane</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Manque de mobilisation des membres du CG</li> <li>➤ Manque de mobilisation de la population</li> <li>➤ Manque de moyens pour clôturer la parcelle avec du grillage</li> <li>➤ Existence de termites au niveau de la parcelle</li> <li>➤ L'insuffisance des fonds de caisse</li> <li>➤ Manque de formation en mobilisation sociale, en hygiène</li> <li>➤ Absence de soutien par la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence d'une pompe et d'un groupe électrogène</li> <li>➤ Disponibilité d'une somme de 80000 F. CFA venant de la location du groupe électrogène.</li> <li>➤ Disponibilité de l'eau du puits</li> <li>➤ Existence d'une parcelle maraîchère</li> </ul>

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

	CR	
<b>Keur A. Coumba</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'insuffisance des fonds de caisse</li> <li>➤ Insuffisance de l'eau du forage pour couvrir les besoins en maraîchage et en abreuvement du bétail</li> <li>➤ Cherté du gasoil</li> <li>➤ Insuffisance des bornes fontaines</li> <li>➤ L'inexistence de branchements privés</li> <li>➤ Fermeture de l'abreuvoir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Volonté des populations à payer le service de l'eau</li> <li>➤ Besoins en maraîchage exprimés</li> <li>➤ Besoins en branchements privés exprimés.</li> <li>➤ Existence d'une parcelle maraîchère</li> <li>➤ Mobilisation des membres du comité de gestion</li> <li>➤ Mobilisation de la population, surtout les femmes</li> <li>➤ Appui de la communauté rurale</li> <li>➤ Présence de la LVIA</li> </ul>
<b>Soune sérère</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Analphabétisme des membres du CG</li> <li>➤ L'immigration qui touche les hommes</li> <li>➤ La non maîtrise des rôles au sein du bureau du CG</li> <li>➤ L'absence des jeunes du comité de gestion</li> <li>➤ Lourdeur de la pompe manuelle</li> <li>➤ L'insuffisance des fonds de caisse</li> <li>➤ L'éloignement du puits des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Volonté des populations à payer le service de l'eau</li> <li>➤ Besoins en maraîchage exprimés.</li> <li>➤ L'effort de la part du comité pour avoir une motopompe</li> <li>➤ Fond de caisse de 300000 F.CFA</li> <li>➤</li> </ul>

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

	autres hameaux <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le manque de formation des membres du comité en gestion</li> <li>➤ L'absence de soutien de la CR</li> </ul>	
<b>Keur Mbar</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'analphabétisme des membres du CG</li> <li>➤ L'insuffisance des fonds de caisse</li> <li>➤ Problèmes liés au fonctionnement de la pompe</li> <li>➤ L'absence des jeunes du comité de gestion</li> <li>➤ L'insuffisance de l'eau du puits pour couvrir les besoins en maraîchage et les branchements privés</li> <li>➤ Le manque de formation des membres du comité en gestion</li> <li>➤ La non maîtrise des rôles au sein du bureau du CG</li> <li>➤ L'absence de soutien de la CR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Volonté des populations à payer le service de l'eau</li> <li>➤ Besoins en branchements privés exprimés.</li> <li>➤ Besoins en maraîchage exprimés</li> <li>➤ Existence d'une parcelle maraîchère</li> </ul>

Source : Mémoire Athanasse SAGNE ; ENEA 2008

Les comités de gestion instaurés par Caritas, sont confrontés à beaucoup de contraintes, qui parfois nuisent à leur bon fonctionnement. Comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, l'analphabétisme reste la principale contrainte. Cette dernière combinée à l'immigration qui touche l'écrasante majorité des hommes de ces villages, ont rendu la gestion difficile. Dans ces structures, il n'existe pas de jeunes. On note une prédominance des femmes très dynamiques mais qui malheureusement sont analphabètes. Malgré les formations reçues, les difficultés persistent encore. La confusion des rôles est très grande.

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par CARITAS Thiès*

Concernant le maraîchage, dont l'objectif est d'améliorer les conditions d'existence des populations, mais également de développer leurs autonomies financières dans la gestion des ouvrages, elle n'a pas atteint les résultats escomptés. Pourtant, malgré ces contraintes enregistrées çà et là, il existe un certain nombre d'atouts. Dans les trois villages (Keur Mbar, Keur A. Coumba et Soune Sérère) les populations continuent à payer le service de l'eau.

Les résultats obtenus pendant l'étude, nous ont permis de confirmer notre hypothèse : **l'approche utilisée par la Caritas Thiès, a favorisé une participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques.** Le niveau de paiement de l'eau est acceptable, malgré certaines difficultés qui sont liées à la perte de temps. L'animation a favorisé la participation des populations, en particulier les femmes dans la gestion des ouvrages.

Néanmoins, l'approche utilisée par Caritas reste encore insuffisante pour provoquer la participation effective des populations. L'animation qui est au cœur de tous les programmes de Caritas, est confrontée à un certain nombre de problèmes. D'abord, le niveau de formation des animateurs sur les techniques d'animation est un peu bas. Cela s'est répercuté même sur la durée des séances d'animation. Elle dépasse une (1) heure, ce qui n'est pas conforme aux normes andragogiques.

Enfin, il y a le manque de formation de ces derniers en cartographie, alors que cela allait permettre au Coordonnateur du programme d'accéder facilement à l'information.

Par ailleurs, les activités maraîchères occupent une faible place dans les programmes hydrauliques. Il semble que ces derniers sont plutôt élaborés pour assurer l'approvisionnement des populations en eau potable. Pourtant cette activité fait parti des éléments qui permettent aux populations surtout en milieu rural, d'assurer une gestion durable des ouvrages hydrauliques. Entre autres facteurs, nous pouvons noter le manque de coordination entre Caritas et les communautés rurales.

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques  
réalisés par CARITAS Thiès*

# RECOMMANDATIONS

CODESUD - BIBLIOTHEQUE

Les recommandations que nous faisons découlent d'une constatation générale sur les difficultés liées à la gestion des ouvrages hydrauliques.

## **1. Le développement des séances d'animation**

L'animation doit être primordiale dans tout projet de développement. C'est un outil permettant de provoquer la participation populaire, afin de garantir la pérennisation de toute action s'inscrivant dans ce domaine. Dans le cadre de la gestion des ouvrages hydrauliques réalisés par Caritas, cette étape s'avère nécessaire surtout dans les villages où les problèmes de gestion sont beaucoup plus aigus.

### **➤ Pour le village de Silane :**

Un véritable problème de mobilisation sociale se pose. Les populations n'ont pas suffisamment exploité la parcelle. De ce fait, il serait important de se focaliser sur les groupements ou autres structures désirant exploiter cette parcelle. A titre d'exemple Trois (3) groupements sont entrain de se mobiliser autour du puits. Ces derniers sont :

- Le groupement « Diappo », qui avait versé l'apport local (300000 F.CFA) pour la réalisation du puits, au moment où la population avait refusé de participer.

- Le groupement « Kam Ndick »

- L'ASC du village

L'hygiène est un facteur non négligeable dans ces activités. Donc il serait utile de l'insérer dans les séances d'animation. De ce fait, les cibles les plus concernées seront les femmes.

### **➤ Pour les villages de Keur Amary Coumba, Keur Mbar et Soune Sérère :**

Dans ces villages, l'animation pourrait être un facteur de motivation des populations à payer davantage le service de l'eau. Sensibiliser ces dernières à supporter le prix de l'eau, revient à les informer sur l'insuffisance des fonds de caisse et de ses conséquences. De ce fait, la voie pour atteindre cet objectif, doit forcément passer par la sensibilisation de ces dernières. Il faut donc nécessairement les conscientiser sur le fait qu'en cas de panne du matériel d'exhaure, si les fonds disponibles sont incapables à la supporter, elles risquent de retourner aux sources d'approvisionnement antérieures.

## **2. La rentabilisation du service de l'eau**

Rentabiliser le service de l'eau revient à trouver les voies et moyens, qui pourront pousser les populations à utiliser davantage l'eau venant des ouvrages réalisés par Caritas. De ce fait, il existe un certain nombre de possibilités.

### **➤ L'équipement du puits de Soune Sérère en motopompe**

Dans ce village, on note une détermination des populations à payer l'eau. Mais le problème qui se pose est relatif à la distance de cet ouvrage par rapport aux autres hameaux. Les populations de ces quartiers souffrent d'habitude d'un tarissement de leurs puits. En plus la lourdeur de la pompe a fait que certains ont affirmé qu'ils préfèrent aller vers d'autres puits.

Par ailleurs, le comité est entrain de fournir des efforts pour acquérir une motopompe auprès de Caritas. D'ailleurs ce comité a fait des revenus assez importants. Ces derniers sont estimés à 300000 F.CFA.

Du fait de l'importance de cette motivation, il serait utile d'équiper le puits d'une motopompe et d'un château d'eau avec des bornes fontaines, ou bien de réaliser un forage, pour desservir les autres hameaux.

### **➤ La création d'activités maraîchères.**

Les populations ont exprimé leur souhait de faire des activités maraîchères à partir de l'eau des ouvrages hydrauliques. Seulement la faible productivité des ouvrages constitue un obstacle à cette initiative. A ce propos, la solution serait d'augmenter la profondeur des puits de ces ouvrages si les conditions hydrogéologiques le permettent. Concernant les mécanismes de paiement, des compteurs seront mis en place afin de pouvoir quantifier le volume d'eau utilisée. Un contrôle rigoureux afin de minimiser le gaspillage serait indispensable.

A cet effet, il serait préférable de commencer par une exploitation des périmètres maraîchers mis en place par Caritas. Cette action va consister à trouver une personne motivée, de le doter des moyens et compétences nécessaires pour faire du maraîchage. La réussite de cette action pourrait susciter l'attention des populations.

### ➤ **Réalisation de branchements privés.**

En ce qui concerne les branchements privés, une forte demande a été constatée surtout au niveau des villages de Keur Mbar et de Keur Amary Coumba. Cette action s'avère très stratégique, car elle poussera les populations à augmenter leur consommation en eau venant de ces ouvrages.

## **3. La formation des membres des bureaux des comités de gestion et les conducteurs**

L'analphabétisme est une des difficultés majeures auxquelles sont confrontés les membres des bureaux des comités de gestion des ouvrages hydrauliques. Dans ces structures, peu de personnes savent lire et écrire. Soit c'est le secrétaire, soit c'est le trésorier ou le président. Cette situation a entraîné une énorme confusion des rôles. Souvent, c'est la personne qui sait lire et écrire qui exécute toutes les tâches.

Dans ce cas précis, l'alphabétisation serait une solution à ce problème. Caritas doit mettre en place un programme d'alphabétisation pour ces villages contenant des modules relatifs à la gestion des points d'eau en général. En plus un autre volet relatif à l'hygiène, l'assainissement pourrait être utile. Cette alphabétisation peut servir aux comités actuels, mais l'impact sur les générations à venir serait beaucoup plus grandiose.

Des formations spécifiques aux membres des bureaux en gestion organisationnelle s'avèrent indispensables. Ces dernières peuvent être faites en concert avec les directions d'hydraulique des régions de Thiès et Diourbel. Concernant la formation des conducteurs, elle peut être assurée par les Directions de l'Exploitation et de la Maintenance de ces Régions.

## **4. Les activités génératrices de revenus**

Les activités génératrices de revenus qui accompagnent les programmes hydrauliques, sont en grande partie concentrées autour de l'embouche, et le petit commerce. L'objectif étant d'accroître le revenu des populations pour que ces dernières puissent supporter le prix de l'eau. Mais à part ce caractère économique, il y a l'aspect

organisationnel qui est suscité. Ces activités doivent favoriser le regroupement des populations. A titre d'exemple, dans les villages de Soune Sérère, les femmes ont surtout évoqué cet aspect organisationnel. Pour elles, la banque (le petit crédit) les a amenées à se regrouper, elle est avant tout source de paix. Il est donc utile de maintenir ces efforts.

## **5. Motivation des conducteurs**

Le système de motivation des conducteurs est très faible. Cette motivation est de 15000F.CFA par mois. C'est souvent partagé entre le conducteur et son adjoint. Pour mettre fin à ce problème, il serait toujours important de trouver d'autres alternatives pour ces derniers. Dans ces parcelles maraîchères, on peut leur octroyer des portions importantes qui leur permettront de faire du maraîchage et d'accroître leurs revenus.

## **6. Sécurisation des caisses des comités de gestion**

Aucun comité n'a ouvert un compte d'épargne auprès d'une structure de microfinance. Seul le comité de Keur Amary Coumba est sur la voie pour ouvrir un compte, avec sa participation dans la mutuelle eau initiée par la LVIA. Cette initiative mérite d'être soutenue, car non seulement elle va développer l'autonomie de ces comités, mais également elle va garantir la sécurité de la caisse et la couverture des pannes du matériel d'exhaure.

Par contre, pour les autres comités de gestion il faut nécessairement les pousser à ouvrir des comptes.

## **7. Coordination entre Caritas et les communautés rurales**

La coordination entre Caritas et les communautés rurales peut être bénéfique aux comités de gestion des ouvrages hydrauliques, en matière d'assistance financière ou organisationnelle. Malheureusement, ces structures censées représenter l'Etat au niveau local ignorent ce qui se passe au niveau des comités de gestion instaurés par Caritas. Il serait important donc Caritas doit créer un Cadre de concertation avec les communautés rurales.

## **CONCLUSION**

La gestion des ressources naturelles, figure parmi les préoccupations des gouvernements. Sans elle, il est impossible d'atteindre un écodéveloppement. En d'autres termes, un développement harmonieux où ces dernières sont exploitées de manière rationnelle. L'eau figurant parmi ces ressources, il est donc important de conscientiser tout le monde sur son utilité et de la nécessité de bien la gérer avec l'implication de tous les acteurs.

C'est pour cette raison que les politiques actuelles des gouvernements, sont orientées vers la responsabilisation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques. Cela doit favoriser la participation de tous les bénéficiaires sans exception. Ainsi dans les comités chargés d'assurer cette gestion des infrastructures, toutes les couches qui composent la population doivent être représentées. La femme doit y occuper une place importante, car elle joue un rôle primordial dans l'approvisionnement en eau, dans l'hygiène et l'assainissement familial.

L'étude que nous avons effectuée dans la zone d'intervention de Caritas Thiès, a montré une bonne participation des populations dans la gestion des ouvrages. Cette dernière est due à une approche basée sur la participation des populations bénéficiaires des ouvrages hydrauliques. Dans cette approche, l'animation et la formation ont joué une part importante dans la responsabilisation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques.

Cependant, l'analphabétisme reste la principale contrainte à laquelle sont confrontés les comités de gestion. Cette dernière a créé une non maîtrise des rôles par les membres de ces structures de gestion. En outre, il y a l'immigration qui touche les hommes en particulier les jeunes. Il y a également le non développement des activités génératrices de revenus comme le maraîchage. Tous ces facteurs ont rendu la gestion des ouvrages compliquée.

A côté de cette contrainte, il existe un atout qui est fondamental à la réussite de tout action de développement. Il s'agit de la volonté et du dynamisme de ces populations, qu'on remarque surtout au niveau des femmes qui se mesure à travers leur nombre, et les postes qu'elles occupent au sein de ces structures.

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques  
réalisés par CARITAS Thiès*

Face à ces difficultés, nous avons proposé un certain nombre de solutions. Ces dernières concernent l'animation, la formation des membres des bureaux des comités de gestion et des conducteurs, le développement des activités maraîchères...

Les activités génératrices de revenus qui accompagnent les programmes hydrauliques sont assez importantes. Elles concernent en grande partie l'embouche et le petit commerce qui sont financées par Caritas Thiès. Une étude approfondie sur ce domaine peut offrir des pistes pour relancer ce secteur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

*Les effets de la participation des populations dans la gestion des ouvrages hydrauliques  
réalisés par CARITAS Thiès*

# **BIBLIOGRAPHIE**

CODESRIA BIBLIOTHEQUE

## OUVRAGES GENERAUX

- **ALTEMO Rose et Al**; Manuel de Plaidoyer à l'intention des Ambassadeurs Genre et Eau, 2003, P.59
- **BROOKS B. David** : L'eau gérée localement CRDI Janvier 2002 – 77p – Canada
- **GUENE Ousseynou et Al**. Promotion de l'hygiène du milieu : une stratégie de participation ; Ed. Presse Polytechnique et Universitaires Romandes ; 192 p ; 1999.
- **NIFLE Roger** "La maîtrise des projets et leur intégration. La synthèse de l'humanisme Méthodologique : théorie et pratique" ; Congrès francophone du management de Projet, décembre AFITEP Paris, cité universitaire. 2004.
- **MISHRA, S-N et Al**, Participation and développement. NBO Publishers' Distributors 1984, 174 p.
- **MONDJANAGNI A-C**, la participation populaire au développement. Edition Karthala, IPD 1984, 448 p.
- **OBENG, L. TSCHANNERL G.**, Puits et Pompes manuelles : introduction, exécution des Puits et Forages, Pompes à main – Documentation et formation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement à faible coût N° 42 ; Washington : Banque Mondiale ; 1988
- **ROSS Murray**. 1967. Community Organization, Theory, Practice. New York, Harper & Row (2<sup>e</sup> Edition 1955).
- **SOME, J-B**, les populations rurales face au développement et la participation populaire au développement en Afrique Noire (MONDJANAGNI et Al.), IPD, Ed-Karthala, Paris, 1984, 448 P.
- **VAN Wijr Sijbesma, Christine** ; l'eau à quel prix ? La participation communautaire et la prise en charge des coûts d'entretien par les usagers ; La Hayes : Centre International de l'eau et de l'assainissement. PNUD/ Banque Mondiale 1992 ; 179 p.

## **RAPPORTS & MEMOIRES**

- **DIA Amadou Hamath**, Gestion de l'enjeu hydraulique à Kanel : Appropriation forcée et stratégies d'acteurs, 2006
- **KASMI MT. et SOMDA G.** Enquête socio-économique du programme hydraulique. Caritas Thiès - juin 2002
- **SAMB Ndèye Diodio** ; contribution à l'évaluation du dispositif mis en place par le PNIR : cas de la communauté rurale de Ndiagianao. Mémoire de fin d'étude ; ENEA 2005.
- **SEK. Mandir** : Gestion communautaire des forages ruraux. Mémoire de fin d'étude, ENEA 2002.
- **VALFREY Bruno** : Etude sur la gestion et la Maintenance des petits réseaux d'AEP expérience de Caritas Kaolack.

## **SITES INTERNET**

- <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-1-page-39.htm>
- <http://www.oecd.org/dataoecd/18/25/40343471.pdf> .
- [http://www.vertigo.uqam.ca/vol7no2/art10vol7no2/vertigovol7no2\\_julien.pdf](http://www.vertigo.uqam.ca/vol7no2/art10vol7no2/vertigovol7no2_julien.pdf)
- [http://www.pseau.org/outils/ouvrages/lettre\\_38.pdf](http://www.pseau.org/outils/ouvrages/lettre_38.pdf)
- [http://www.academie-eau.org/IMG/pdf/Dossier\\_de\\_presse\\_Academie\\_de\\_l\\_Eau\\_21-03.pdf](http://www.academie-eau.org/IMG/pdf/Dossier_de_presse_Academie_de_l_Eau_21-03.pdf)
- [http://www.astee.org/communication/cai/fichiers/13\\_10.pdf](http://www.astee.org/communication/cai/fichiers/13_10.pdf) .
- <http://www.oecd.org/dataoecd/0/49/37702445.pdf> .
- <http://www.bibsciences.org/bibsup/acad-sc/common/articles/rapport5.pdf>
- [http://www.pseau.org/outils/ouvrages/lettre\\_33.pdf](http://www.pseau.org/outils/ouvrages/lettre_33.pdf)
- <http://eaudoc.oieau.fr/>
- <http://www.idrc.ca/openebooks/997-6/>
- [http://www.caritas-senegal.org/Commission-Nationale-Hydraulique\\_r14.html](http://www.caritas-senegal.org/Commission-Nationale-Hydraulique_r14.html)
- <http://www.sendeveloppementlocal.com/index.php?action=rubrique&numrub>

# ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **GUIDE D'ENTRETIEN COMITE DE GESTION**

### **I. ASPECTS ORGANISATIONNELS**

1. Identification (dénomination, statut, date de création, effectif...)
2. Historique de la mise en place du comité de gestion
3. Objectifs du comité de gestion
4. Modalités d'appartenance au comité de gestion
5. Organisation et fonctionnement du comité de gestion (président, trésorier...,  
règlement intérieur)
6. Activités du comité de gestion
7. Activités développées autour des points d'eau
8. Moyens ou ressources
9. Partenariat (appuis internes ou externes, domaines d'appuis...)
10. Contraintes organisationnelles
11. Perspectives organisationnelles

### **II. LA GESTION DES OUVRAGES HYDRAULIQUES**

12. Modalité d'acquisition de l'ouvrage
13. Fonctionnement de l'ouvrage
14. Entretien et maintenance de l'ouvrage
15. Conditions d'hygiène et d'assainissement autour de l'ouvrage
16. Gestion financière et comptable
17. Situation de l'accès à l'eau potable
18. Renforcement des capacités des membres



19. Niveau de participation de la population

20. Difficultés et perspectives

### **III. LE CONDUCTEUR DU FORAGE**

21. Identification

22. Mode de désignation

23. Compétences par rapport aux formations reçues

24. Aspects techniques

25. Rémunération et autres avantages

26. Difficultés et suggestions

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **GUIDE D'ENTRETIEN COORDONNATEUR DU PROGRAMME HYDRAULIQUE DE CARITAS THIES**

### **I. PRESENTATION DE LA CARITAS THIES**

1. Historique
2. Mission et objectifs
3. Moyens et ressources
4. Présentation du programme hydraulique villageoise
5. Objectifs et résultats du programme
6. Réalisations dans le secteur hydraulique villageoise
7. Partenariat
8. Rapports avec les autorités locales de la zone
9. Rapports avec les comités de gestion
10. Contraintes et perspectives organisationnelles

### **II. METHODE D'INTERVENIION**

11. Choix des villages
12. Le diagnostic des besoins en eau
13. L'animation et la formation
14. Points forts et points faibles
15. Perspectives pour une amélioration de l'approche

### **III. GESTION DES OUVRAGES HYDRAULIQUES**

16. Historique des comités de gestion dans le programme hydraulique villageoise
17. Règles et procédures de mise en place des comités de gestion
18. Le fonctionnement des comités de gestion des ouvrages
19. Objectifs de la mise en place des comités de gestion
20. Composition des comités de gestion
21. Gestion financière et comptable
22. Mode de détermination des coûts
23. Entretien et maintenance des équipements
24. Critères de réalisation des ouvrages
25. Mode d'accompagnement des comités (animation et la formation)
26. Difficultés et perspectives

## **GUIDE D'ENTRETIEN COMMUNAUTE RURALE**

1. La situation de l'accès à l'eau potable
2. Santé, hygiène et assainissement
3. Contraintes et perspectives
4. Les effets de la présence de Caritas dans le développement de la localité
5. Rapports avec la Caritas Thiès
6. Relations avec les comités de gestion des ouvrages réalisés par Caritas Thiès dans la communauté rurale
7. Organisation et fonctionnement des comités de gestion
8. Difficultés et perspectives dans la gestion des ouvrages hydrauliques
9. Rapports avec les comités de gestion
10. Suggestions sur le mode d'intervention de la Caritas

# ENQUETE MENAGE

Juin juillet - Caritas

Mémoire de fin d'études

## Identification du village

1. Région .....

2. Département .....

3. Arrondissement .....

4. Communauté rurale .....

5. Village .....

## Identification de la personne enquêtée

6. Sexe .....

1. Masculin  2. Féminin

7. Quel est votre âge? .....

8. Quelle est votre ethnité? .....

1. Wolof  2. Sérère  3. Poular  
 4. Autre

9. Si 'Autre', précisez : .....

10. Quelle est votre religion? .....

1. Musulmane  2. Chrétienne  
 3. Autre

11. Si autre précisez .....

## Approvisionnement en eau

12. Quelles sont vos différentes sources d'approvisionnement en eau? .....

- 1. Forage
- 2. Borne fontaine
- 3. Puits avec motopompe
- 4. Puits avec pompe manuelle
- 5. Puits simple
- 6. Autre

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

13. Si 'Autre', précisez : .....

14. Par qui est réalisé cet/ces ouvrage(s)?

15. Quelles sont les différents types d'utilisation que vous faites de l'eau?

- 1. Consommation
- 2. Alimentation du bétail
- 3. Maraîchage
- 4. Autre

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

16. Si 'Autre', précisez : .....

### Appropriation des ouvrages hydrauliques par la population

17. Fréquentez-vous l'ouvrage réalisé par Caritas? .....

- 1. oui
- 2. non

18. Si non, pourquoi? .....

19. Quel est votre avis sur l'emplacement de l'ouvrage réalisé par Caritas? .....

20. Fréquentez-vous d'autres ouvrages qui ne sont pas réalisés par Caritas? .....

- 1. oui
- 2. non

21. Si non pourquoi? .....

22. Quel est la distance que vous parcourez pour avoir de l'eau? .....

- 1. Plus d'un(1)km
- 2. Un(1)km
- 3. moins d'un (1)km

23. Croyez-vous que vous mettez beaucoup de temps pour avoir de l'eau? .....

- 1. oui
- 2. non

24. Combien de temps mettez-vous pour avoir de l'eau? .....

- 1. moins d'un (1)km
- 2. près d'un (1)km
- 3. plus d'un (1)km

25. L'accès à l'ouvrage hydraulique réalisé par Caritas est-il: .....

- 1. Gratuit
- 2. Payant
- 3. par cotisation

26. Si payant, quel est votre dépense journalière en eau? .....

27. Que pensez-vous du prix de l'eau? ...

- 1. Très élevé
- 2. élevé
- 3. un peu élevé
- 4. Pas élevé
- 5. Pas du tout élevé

28. Si par cotisation, comment? .....

- 1. Par jour
- 2. Par semaine
- 3. Par an
- 4. autre

29. Si 'autre', précisez : .....

30. Quelle est la nature de cette cotisation?

- 1. En nature
- 2. Monétaire

31. Si monétaire, quel est le montant de cette cotisation? .....

32. Si en nature, quelle est la quantité? ...

## L'animation autour des points d'eau

33. Avez-vous une fois assisté à une séance d'animation faite par un agent de la Caritas? .....

1. oui  2. non

34. Sur quoi portait le thème? .....

1. paiement de l'eau  
 2. l'apport locale  
 3. la gestion des ouvrages  
 4. autre

35. Si 'autre', précisez : .....

36. Quelles sont les catégories qui ont été représentées? .....

1. Hommes  2. Femmes  3. Jeunes  
 4. Enfants

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

## Implication dans la gestion des ouvrages hydrauliques

37. Avez-vous assisté à l'AG? .....

1. Oui  2. Non

38. Y avait-il beaucoup de présents? .....

1. oui  2. non

39. Qui étaient présents? .....

1. Hommes  2. Femmes  3. Jeunes

*Vous pouvez cocher plusieurs cases.*

## Prise en charge des ouvrages hydrauliques

40. Avez-vous une fois assisté à une panne du matériel d'exhaure? .....

1. Oui  2. Non

41. Les pannes du matériel d'exhaure sont-elles fréquentes? .....

1. oui  2. non

42. Combien de pannes avez-vous assisté? .....

## Opinions personnelles

43. Quelle est votre appréciation sur la gestion des ouvrages? .....

44. Quelle est votre appréciation sur Caritas et sa manière de travailler? .....

45. Quelle sont vos propositions? .....